



# Bulletin trimestriel de conjoncture



Suivi de la conjoncture économique  
**N° 140 – 3<sup>ème</sup> trimestre 2009**

# Sommaire

<b>Synthèse</b> .....	<b>3</b>
<b>Le contexte international et national</b> .....	<b>4</b>
<b>La conjoncture du troisième trimestre à la Martinique</b> .....	<b>5</b>
<b>Annexes statistiques</b> .....	<b>11</b>
<b>Note méthodologique</b> .....	<b>12</b>
<b>Les secteurs d'activité</b> .....	<b>13</b>
Vue d'ensemble des secteurs .....	14
Agriculture et élevage .....	15
Le secteur agroalimentaire .....	18
Les autres industries .....	20
Le secteur du bâtiment et des travaux publics .....	22
Le secteur du commerce .....	25
Le secteur des services aux entreprises .....	27
Le secteur de l'hôtellerie et du tourisme .....	28
<b>Les entreprises</b> .....	<b>30</b>
L'investissement des entreprises .....	31
Les conditions de financement offertes aux entreprises .....	31
La vulnérabilité des entreprises .....	32
Dernières données chiffrées .....	32
<b>Les ménages</b> .....	<b>34</b>
La consommation des ménages .....	35
L'investissement des ménages .....	35
La vulnérabilité des ménages .....	36
Dernières données chiffrées .....	36
<b>Sélection d'indicateurs macroéconomiques</b> .....	<b>38</b>
Le marché de l'emploi .....	39
L'inflation .....	39
Le commerce extérieur .....	40
Dernières données chiffrées .....	40
<b>Liste des publications</b> .....	<b>41</b>

---

# *Synthèse*

---

### Arrêt de la contraction de l'économie mondiale et signes de redressement de l'activité

Après la forte contraction d'activité mondiale observée à la fin de l'année 2008, la plupart des économies développées présentent des signes de retour à la croissance au troisième trimestre 2009 : la production repart à la hausse, notamment dans le secteur manufacturier, et le commerce mondial renoue avec une croissance positive. Les prix continuent d'enregistrer une évolution légèrement négative dans les pays de l'OCDE, toujours en raison des effets de base liés aux cours des matières premières et de la sous-utilisation des capacités de production.

Les **Etats-Unis** sont sortis de la récession avec une croissance du PIB de +3,5 % en rythme annualisé<sup>1</sup> au cours du troisième trimestre. La reprise de la consommation des ménages, des exportations et de l'investissement résidentiel, la reconstitution des stocks et le maintien d'une stimulation par les dépenses publiques ont contribué à relancer l'économie américaine dans un contexte d'inflation négative<sup>2</sup>. Le taux de chômage a de nouveau augmenté (10,2 % en octobre) mais le rythme des baisses d'emploi a été sensiblement ralenti. La Réserve Fédérale a maintenu ses taux d'intérêt directeurs à leurs niveaux exceptionnellement bas (entre 0 et 0,25 %).

Au **Japon**, la croissance du PIB a été de 1,2 % en rythme trimestriel, soit deux fois plus que ce qui était attendu. Cette amélioration résulte de la hausse des exportations, reflet de la reprise des autres économies asiatiques, ainsi que des effets favorables sur la demande intérieure des mesures de relance nationales. Le taux d'inflation est resté négatif (-2,2 % sur un an en septembre) et le taux de chômage s'est inscrit en retrait (5,3 % en septembre, après 5,5 % en d'août).

Le **Royaume-Uni** enregistre une croissance négative de -0,4 % sur le trimestre ; c'est la sixième baisse consécutive et cette contraction inattendue a touché l'ensemble des secteurs.

Après cinq trimestre de recul, la **zone euro** est revenue à une croissance positive au troisième trimestre 2009, à +0,4 % par rapport au second trimestre, sous l'effet d'un redressement généralisé même si certaines économies de la zone sont encore en récession. La production industrielle a poursuivi sa tendance haussière (+0,3 % sur un mois en septembre) après un point bas atteint au premier trimestre 2009. Les taux annuels d'inflation ont continué d'être négatifs (-0,1 % en octobre). Le taux de chômage s'est toutefois inscrit en hausse à 9,7 % en septembre 2009, après 7,7 % un an auparavant. La BCE a laissé inchangé son taux d'intérêt des opérations principales de refinancement à 1 %.

La **France** a enregistré une croissance de +0,3 % au troisième trimestre, identique à celle du second trimestre 2009. Le solde des échanges extérieurs a contribué positivement à cette hausse (+0,4 point) grâce aux bonnes performances des exportations (+2,3 %) qui ont progressé plus rapidement que les importations (+0,4 %) ; la contribution de la demande intérieure finale hors stocks est négative (-0,1 point), avec une consommation des ménages stable (+0,0 %) et un nouveau repli de l'investissement (-1,4 %) tandis que le déstockage se stabilise quasiment, notamment dans l'automobile et les biens intermédiaires. La bonne tenue de l'activité dans les secteurs des biens manufacturés, de l'automobile et des biens intermédiaires a permis de maintenir la production en légère hausse (+0,5 %). L'emploi s'est pratiquement stabilisé, avec une poursuite de la baisse dans l'industrie et la construction mais une hausse dans les services, notamment dans l'intérim ; le taux de chômage a atteint 10 % en septembre. L'inflation a de nouveau été négative (-0,2 % en octobre en glissement annuel), toujours sous l'effet des baisses de produits pétroliers ; l'inflation sous-jacente est passée à 1,8 % en octobre.

Dans les pays émergents d'Asie, la reprise s'est poursuivie. La Chine a enregistré une hausse de son PIB de 8,9 % en rythme annuel au troisième trimestre<sup>3</sup>, grâce aux effets des plans de relance. En Amérique latine, les principales économies ont évolué de façon hétérogène : le Brésil et le Mexique ont continué de montrer de nouveaux signes de faiblesse avec une nouvelle baisse de la production industrielle, tandis que l'Argentine a présenté des signes d'amélioration de son activité en dépit d'une légère accentuation des tensions inflationnistes.

---

<sup>1</sup> Soit en rythme trimestriel une croissance de 0,9 % au troisième trimestre, après -0,2 % au second trimestre 2009.

<sup>2</sup> -1,3 % en septembre en rythme annuel.

<sup>3</sup> Soit, en rythme trimestriel, une croissance de 2,15 %.

## La conjoncture économique à la Martinique

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2009, la conjoncture économique **martiniquaise** s'inscrit dans un contexte globalement peu porteur. Les tensions sur le marché du travail, la dégradation de la trésorerie des ménages et des entreprises sont venues accroître les difficultés existantes. La **consommation des ménages** reste terne et l'**investissement** des acteurs économiques demeure mal orienté. L'ensemble des secteurs souffrent de la détérioration de l'activité économique, accentuée par les retards de mise en place des dispositions de la LODEOM et l'incertitude autour de l'évolution institutionnelle du département. L'activité du BTP, secteur clé de l'économie, reste déprimée. Seules l'agriculture et l'industrie agro-alimentaire bénéficient d'un contexte moins défavorable.

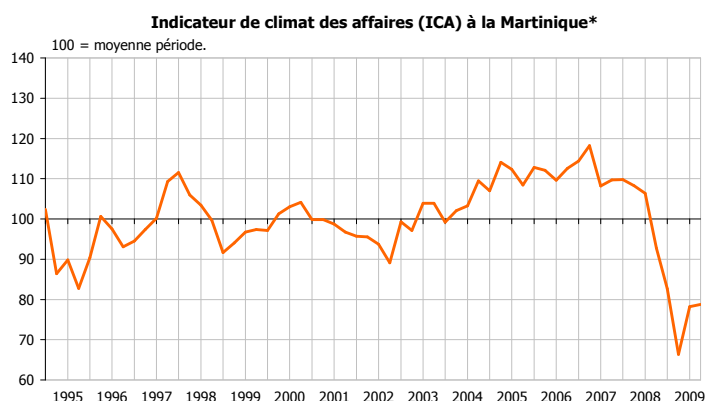
### L'économie martiniquaise poursuit son ralentissement.

L'activité économique continue de se dégrader au troisième trimestre. Le solde d'opinions (CVS) des chefs d'entreprise demeure nettement en dessous de la moyenne de longue période. Selon ces derniers, les délais de paiement conséquents, combinés à une trésorerie toujours aussi tendue, auraient conduit les entreprises à réduire les effectifs.

Les résultats de l'enquête trimestrielle de conjoncture réalisée auprès des entreprises permettent d'élaborer un indicateur de climat des affaires (ICA). Cet indicateur permet d'améliorer la lisibilité du bulletin de conjoncture économique en synthétisant l'ensemble des composantes passées et futures contenues dans les différents soldes d'opinion. L'ICA est publié pour la première fois à la Martinique dans ce bulletin.

L'**indicateur de climat des affaires (ICA)** a atteint son plus bas niveau historique au 1<sup>er</sup> trimestre 2009. Une amélioration a été perceptible au 2<sup>e</sup> trimestre, due à la composante passée et à anticipations positives, laissant penser que des premiers ajustements structurels auraient été opérés dans les entreprises.

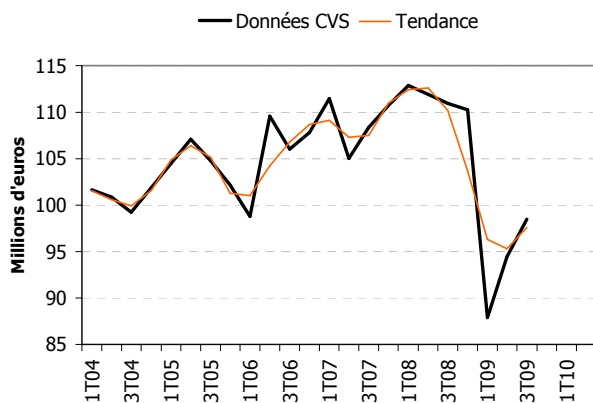
Au 3<sup>e</sup> trimestre, l'indicateur de climat des affaires est quasiment stable par rapport au trimestre précédent : l'amélioration de la composante passée, qui confirme les anticipations des chefs d'entreprise enregistrées au deuxième trimestre, est compensée par les prévisions pessimistes des chefs d'entreprises.



\* Calculé à partir de l'enquête de conjoncture auprès des entreprises de l'IEDOM.

### Une consommation des ménages encore timide ...

#### Importations de biens de consommation (en millions d'euros)



Source : Douanes, données trimestrielles

Au 3<sup>e</sup> trimestre 2009, la consommation des ménages martiniquais montre quelques signes d'amélioration. Les importations de biens de consommation et les immatriculations de véhicules particuliers neufs s'inscrivent respectivement en hausse de 4,3 % et 5,1 % sur la période. Toutefois, l'indice du chiffre d'affaires de la grande distribution marque un repli de 3,4 % en données cvs d'un trimestre sur l'autre.

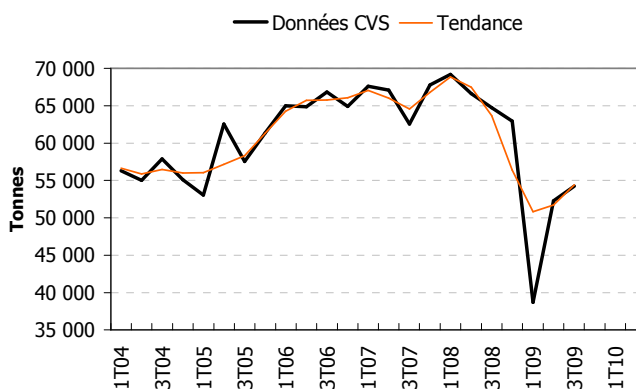
Au-delà de cette amélioration récente, le niveau antérieur au blocage des circuits de distribution en février mars 2009 est encore loin d'être rattrapé. Les importations de biens de consommation sont en recul de 16,4 % sur un an. En données cumulées, les immatriculations de véhicules particuliers neufs baissent de 12,9 % sur un an tandis que le chiffre d'affaires de la grande distribution diminue de 11,2%.

**L'investissement des ménages** suit la même évolution. A fin septembre, les attestations de conformité électriques délivrées par le Consuel à des logements augmentent de 16,8 % d'un trimestre sur l'autre en données cvs.

Dans le même temps, les ventes de ciments en sacs, d'ordinaire dévolus à la construction individuelle, suivent une croissance de 5,2 %.

En données cumulées à fin septembre, les ventes de ciment en sacs demeurent défavorablement orientées (-10,7 %) alors que les attestations de conformité électrique délivrées par le Consuel diminuent de -2,4 %.

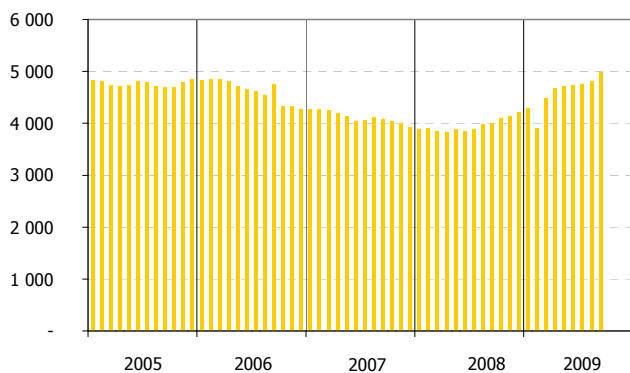
### Ventes de ciment



Source : Lafarge Ciments Antillais, données trimestrielles

### ... alors que leur situation financière se détériore.

#### Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France

La situation financière des ménages reste tendue au troisième trimestre 2009. Le nombre de retrait de cartes bancaires augmente de +5,4 % sur la période. Le nombre de dépôt de dossiers à la commission de surendettement affiche toutefois une baisse sensible, soit -9,9% sur le trimestre.

Les tendances annuelles rendent compte d'une situation dégradée : les incidents de paiement sur chèque (+3,4%), les retraits de cartes bancaires (+24,7%) et les interdictions bancaires de personnes physiques (+1,7%) sont orientés à la hausse.

### Un attentisme persistant des entreprises en matière d'investissement ...

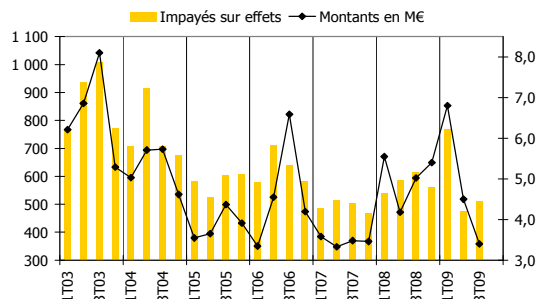
Au niveau des entreprises, les retards de mise en application des dispositions de la LODEOM ainsi que les incertitudes quant à l'évolution institutionnelle et la situation économique dégradée sont de nature à différer les intentions d'investissement. Selon les chefs d'entreprise, les prévisions d'investissements à un an, tous secteurs confondus, sont orientées défavorablement.

Les importations de biens d'équipement enregistrent un repli trimestriel de 2,3% en cvs. De même, les immatriculations de véhicules utilitaires neufs chutent de -14,9 % entre juin et septembre 2009. Enfin, l'encours des crédits à l'équipement des entreprises s'établit à 1,47 milliards d'euros à fin septembre, en baisse de 1,2 % par rapport à fin juin 2009.

### ... et une situation financière de plus en plus fragile.

L'analyse des **indicateurs de vulnérabilité** suggère une nouvelle fragilisation de la santé financière des entreprises. Ainsi, entre juin et septembre 2009, le nombre d'incidents de paiement sur effets augmente (+7,6% sur un trimestre), en dépit de la diminution des montants correspondants (3,4 millions d'euros au 3<sup>e</sup> trimestre), soit -24,4% sur un trimestre. Parallèlement, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire s'établit à 2 262 soit +1,2 % par rapport au trimestre précédent.

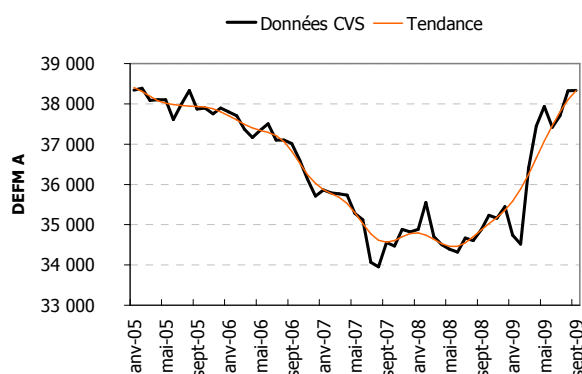
#### Incidents de paiement sur effets de commerce



Source : Banque de France

## Des tensions encore plus vives sur le marché de l'emploi ...

### Demandeurs d'emploi de catégorie A



Source : DTEFP, données mensuelles

La dégradation du marché de l'emploi s'est accélérée. Le nombre de DEFM A s'élève à 39 541, soit une croissance trimestrielle de 7,8% contre +1,0 % au second trimestre. L'indicateur de chômage s'établit à 24,3% contre 22,5 % à fin juin 2009.

Parallèlement, les indicateurs d'indemnisation du chômage et de l'insertion viennent confirmer cette tendance. Entre juin et septembre, le nombre d'allocataires de Pôle emploi progresse de 1,7 %, en données cvs, pour atteindre 20 075 personnes à fin septembre.

Dans le même temps, les chiffres du RMI s'inscrivent en hausse. A fin septembre 2009, 28 430 personnes sont bénéficiaires de cette allocation, soit une augmentation trimestrielle de 5,6 % en données cvs.

## ... qui s'accompagne d'une légère reprise de l'inflation.

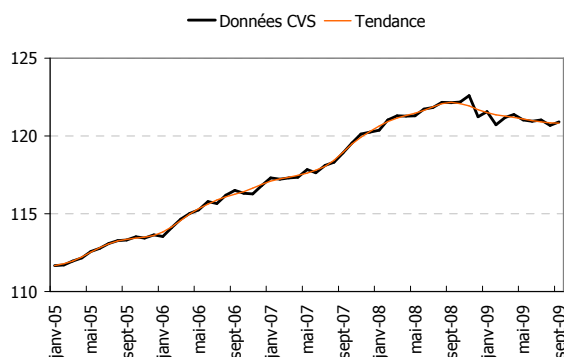
A fin septembre 2009, l'indice des prix à la consommation enregistre une hausse trimestrielle de +0,8 % contre -0,6 % au trimestre précédent.

Dans le détail, ce sont les postes alimentation (+1,1 %) et énergie (+3,7 %) qui contribuent le plus significativement à la hausse de l'inflation trimestrielle. A cet égard, les prix des produits frais (+5,0 %) tirent l'inflation alimentaire tandis que la réévaluation, en septembre, des prix du carburant porte le prix du gasoil à 0,91 euro par litre (+8,3 %) et le prix de l'essence sans plomb à 1,15 euro le litre (+6,5 %). Les prix des produits manufacturés et des services progressent dans une moindre mesure (respectivement +0,6 % et +0,5 %).

Sur un an, l'indice des prix à la consommation enregistre une baisse significative de -1,0 % (contre -0,4 % au niveau national, 0,0% en Guyane et -1,4 % en Guadeloupe).

Cette évolution résulte de tendances contrastées. Les prix de l'alimentation et de l'énergie s'inscrivent respectivement en baisse de -1,1 % et -19,0 %. Les prix des services ont par contre progressé de 1,8 % sur un an, portés par le prix des loyers et services rattachés (+3,8% sur un an).

### Indice des prix à la consommation (base 1998)



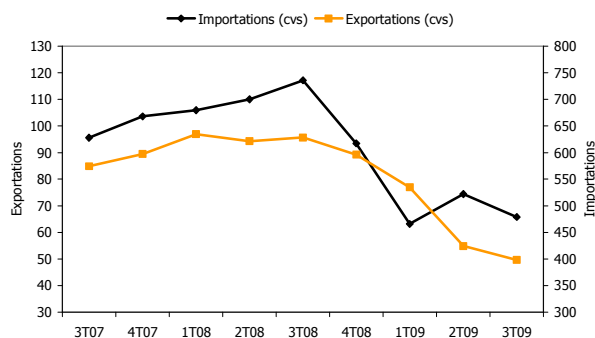
Source : Insee, données mensuelles

## Perte de vitesse des échanges commerciaux

A fin septembre 2009, les importations cumulées s'élèvent à 1,4 milliards d'euros contre 2,1 milliards un an plus tôt, soit une baisse de 30,8 % ; les exportations s'inscrivent également en repli de -37,2 % sur la même période. Le taux de couverture des importations par les exportations s'affiche à 12,7 % contre 14,0 % à fin septembre 2008.

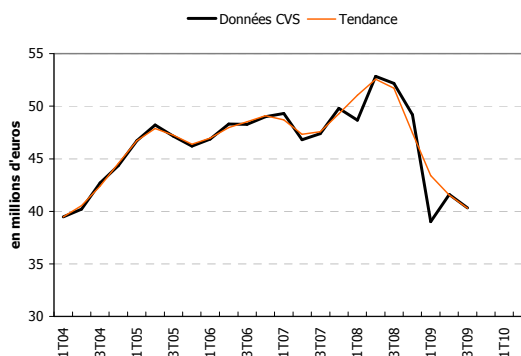
Le ralentissement économique et la faiblesse de la demande intérieure expliquent pour partie le repli général des importations qui, entre juin et septembre 2009, se contractent de -8,2 % (données cvs). Les perceptions d'octroi de mer reflètent cette tendance. Au 3<sup>e</sup> trimestre 2009, les collectivités locales ont perçu 40,3 millions d'euros (données cvs) au titre de l'octroi de mer, soit -3,0% par rapport au 2<sup>e</sup> trimestre 2009, mais -22,7% par rapport au 3<sup>e</sup> trimestre 2008.

### Exportations et importations globales (en millions d'euros)



Source : Douanes, données trimestrielles

### Perceptions d'octroi de mer

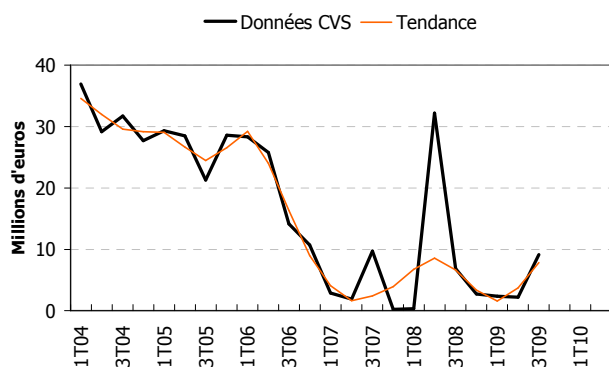


Source : Douanes et droits indirects, données trimestrielles

## La conjoncture dans les différents secteurs d'activité

L'activité économique des secteurs d'activité demeure mal orientée au 3<sup>ème</sup> trimestre, à l'exception du secteur primaire et agro-alimentaire.

### Exportations de produits agricoles

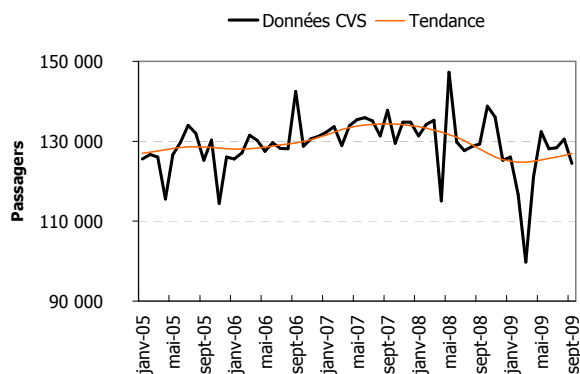


Source : Douanes, données trimestrielles

Seul, le **secteur primaire** donne quelques signes encourageants de reprise. Les abattages progressent de 5,2% en données cvs, d'un trimestre sur l'autre, et les exportations de produits agricoles atteignent 9,1 millions d'euros au 3<sup>e</sup> trimestre 2009, soit un niveau 4 fois supérieur à celui du 2<sup>e</sup> trimestre.

La production de bananes bénéficie de conditions favorables. Selon les données de l'association interprofessionnelle de fruits et légumes frais (FEL), le tonnage de bananes martiniquaises arrivées au sein de l'Union européenne progresse de 7,9% sur un trimestre. En revanche, le prix de la banane martiniquaise se replie de 16 % entre juin et septembre pour s'établir à 0,56 euro le kilogramme.

### Nombre de passagers à l'aéroport international Aimé Césaire



Source : Chambre de commerce et d'industrie, données mensuelles

La situation du secteur du **tourisme** demeure préoccupante et les prévisions d'activité sont toujours très pessimistes.

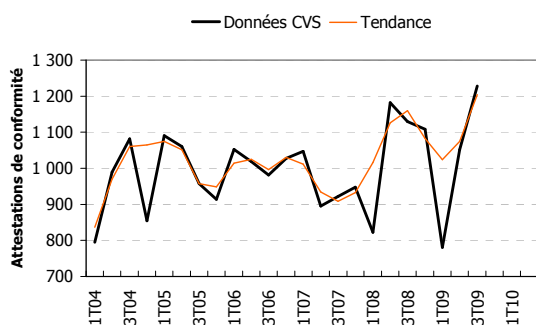
Le nombre de passagers à l'aéroport Aimé Césaire est stable entre juin et septembre 2009 alors que le taux d'occupation des hôtels reste faible à 36% en septembre 2009, contre 35% un an plus tôt.

Le segment du tourisme de croisière pourrait bénéficier d'un regain d'activité, au prochain trimestre.



L'activité du secteur **commercial** est toujours fortement dégradée et ne devrait pas s'améliorer. Les tensions de trésorerie demeurent vives malgré la réduction des délais de paiement. Pour autant, l'augmentation du niveau de stocks et des charges d'exploitation dénote une orientation défavorable du courant d'affaires.

### Attestations de conformité électrique



Source : Consuel, données trimestrielles

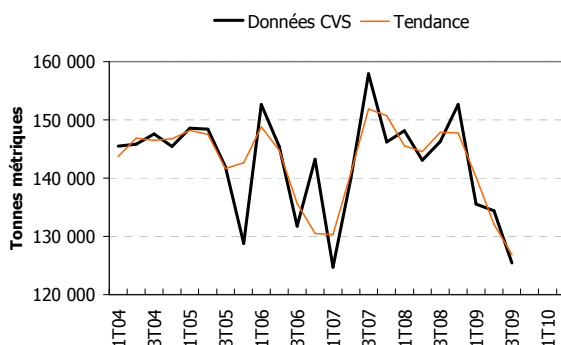
Dans l'**industrie**, l'accroissement des charges d'exploitation et l'allongement des délais de paiement dénotent un courant d'affaires morose, le secteur étant en partie pénalisé en amont par la chute d'activité dans le BTP.

L'activité de raffinage est en vif recul, les produits pétroliers mis à la consommation sont en nette diminution (-6,7 %) au troisième trimestre 2009 par rapport au deuxième trimestre.

Le courant d'affaires du **BTP** se contracte une nouvelle fois au 3<sup>ème</sup> trimestre 2009 et les perspectives d'activité sont nettement dégradées pour le trimestre suivant. L'amélioration des délais de paiement a permis de maîtriser les charges d'exploitation mais ne suffit pas à éviter la réduction des effectifs.

Quelques éléments de reprise sont toutefois perceptibles dans le secteur de la construction au 3<sup>ème</sup> trimestre. Ainsi, le nombre d'attestations de conformité attribuées à des logements neufs et les ventes de ciment enregistrent des progressions respectives de 16,8 % et 3,8 % d'un trimestre à l'autre en données CVS.

### Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

L'**industrie agro-alimentaire** se dégrade moins mais reste en deçà de sa moyenne de longue période. Pour autant, le secteur envisage de procéder à de nouvelles embauches.

Les **services aux entreprises** souffrent de la perte de vitesse des autres secteurs d'activité. L'activité se dégrade à nouveau au 3<sup>ème</sup> trimestre, entraînant une diminution des effectifs. Les prévisions d'investissements sont pessimistes.

### Prévisions d'ensemble des chefs d'entreprise pour le trimestre à venir

L'économie martiniquaise demeure en proie à une conjoncture globalement mal orientée au 3<sup>ème</sup> trimestre. Les anticipations pour la fin d'année restent pessimistes en raison de l'allongement des délais de paiement et du renforcement des tensions de trésorerie malgré une meilleure maîtrise des charges d'exploitation. Les intentions d'investissement sont gelées.

### **Le dispositif de médiation du crédit et le Plan de relance de l'économie martiniquaise**

Le plan de financement de l'économie défini par le Gouvernement le 2 octobre répond à deux enjeux pour les banques : leur fournir de la liquidité à moyen terme tout en offrant un guichet en capital pour renforcer leurs fonds propres.

Les contreparties demandées aux institutions financières accédant à ces ressources portent notamment sur le soutien à l'activité et aux PME et TPE :

- les banques s'engagent à augmenter de 3 à 4 % le montant total des crédits accordés ;
- l'Etat s'assurera que les banques jouent pleinement le jeu du financement de l'économie, en veillant à ce que les flux de crédit aux PME et aux TPE soient publiés mensuellement et en mettant en œuvre un dispositif de **médiation du crédit**.

Ce dispositif est opérationnel depuis le 14 novembre ; il vise les entreprises confrontées à des difficultés pour accéder au crédit et qui n'ont pu trouver de solution avec les banques et avec Oséo. Le site [www.mediateurducredit.fr](http://www.mediateurducredit.fr) fournit les informations pratiques sur la démarche de présentation d'un dossier.

Sous l'égide des Préfets et des Trésoriers payeurs généraux, la médiation du crédit est conduite par les médiateurs départementaux qui sont, dans l'hexagone, les directeurs des succursales de la Banque de France et, dans l'Outre-mer, les directeurs des agences de l'IEDOM et de l'IEOM.

Pour toute information complémentaire : [www.mediateurducredit.fr](http://www.mediateurducredit.fr) ou 0 800 008 112.

Par ailleurs, le site Internet de la Préfecture détaille le Plan de relance de l'économie martiniquaise <http://www.martinique.pref.gouv.fr/plan-relance/index.html>. Ce plan s'inscrit dans le cadre du Plan de relance de l'économie française, doté de 26 milliards d'euros répartis sur deux ans. En Martinique, il est destiné à favoriser la reprise des investissements des entreprises, la médiation du crédit s'inscrivant dans ce cadre plus général. La plateforme d'intervention en faveur des entreprises comporte cinq volets qui ciblent les difficultés liées aux obligations sociales, fiscales et douanières, au financement des investissements et à la baisse d'activité généralisée.

**A fin septembre et depuis l'entrée en vigueur du dispositif de médiation, 90 dossiers ont été recensés. Sur les 59 dossiers recevables, 19 ont été clôturés avec succès.**

---

# ***Annexes statistiques***

---

# *Note méthodologique*

Pour réaliser son bulletin de conjoncture trimestriel, l'IEDOM utilise :

- des données économiques quantitatives issues de sources administratives (INSEE, Douanes etc..) se rapportant aux différents secteurs d'activité et différents secteurs institutionnels (entreprises, ménages...) ainsi qu'à des grandeurs macro-économiques (prix, emploi, commerce extérieur).
- des données monétaires issues des déclarations des établissements de crédit traitées par l'IEDOM.
- les résultats de l'enquête de conjoncture que l'IEDOM réalise chaque trimestre auprès d'un échantillon d'entreprises de la région.

Les indicateurs quantitatifs et les soldes d'opinions sont présentés dans les pages qui suivent sous forme de graphiques ou de tableaux pour les cinq dernières années. Les séries présentées dans les graphiques sont corrigées des variations saisonnières (CVS). Une série qui, initialement, ne comporte aucun caractère saisonnier est présentée comme une série CVS à coefficients nuls. Les séries présentées dans les tableaux sont des données brutes.

## ***Méthode de l'enquête de conjoncture***

La majorité des questions de l'enquête de conjoncture sont qualitatives et à trois modalités (les modalités de réponses étant de la forme : "amélioration", " stabilité " ou " dégradation"). Les réponses à ce type de question sont exploitées sous la forme d'un solde d'opinions, qui représente la différence entre le pourcentage de réponses positives ("amélioration") et le pourcentage de réponses négatives ("dégradation"). Plus précisément, pour chaque secteur, les soldes d'opinions sont estimés à partir des réponses individuelles pondérées par l'effectif des entreprises répondantes. Pour le calcul de la vue d'ensemble, les résultats de chaque secteur sont agrégés en tenant compte de leur poids respectif dans l'économie en terme d'emploi.

Le traitement de l'enquête de conjoncture a été révisé en 2007 afin de mieux appréhender l'évolution de l'économie. Ainsi, deux critères sont dorénavant utilisées pour classer les entreprises interrogées : leur secteur d'activité et leur taille (en terme d'effectifs salariés) contre un seul auparavant (secteur d'activité). Cela permet dans le traitement des soldes d'opinion de donner aux opinions exprimées par les chefs de petites entreprises un poids proportionnel à l'importance de cette population d'entreprises en termes d'effectifs. En effet, la pondération par les effectifs dépend à la fois du secteur mais aussi de la classe de taille.

## **Avertissement : interprétation des soldes d'opinions**

Les soldes d'opinions doivent être interprétés en évolution. En effet, un solde négatif à la réponse sur l'activité passée (c'est-à-dire, si le nombre des chefs d'entreprises qui répondent que leur activité s'est dégradée est supérieur à ceux qui répondent que leur activité s'est améliorée) ne signifie pas nécessairement que l'activité a diminué. Elle peut très bien être en augmentation si le nombre de chefs d'entreprises qui répondent négativement est en diminution par rapport au trimestre précédent. Chaque réponse ne prend donc sa pleine signification que rapprochée de celles qui ont été faites aux enquêtes précédentes. De la même façon, les présentations font référence à la moyenne de longue période. Les chefs d'entreprises fournissent des réponses qualitatives, c'est-à-dire partiellement subjectives. Or ces derniers sont de nature plus ou moins optimistes de sorte que les enquêtes selon les secteurs peuvent présenter des « biais » introduits par un excès d'optimisme ou de prudence. La référence à une moyenne de longue période en complément d'une analyse en évolution permet de tenir compte de ce « biais » dans l'interprétation des réponses.

---

***Les secteurs d'activité***

-

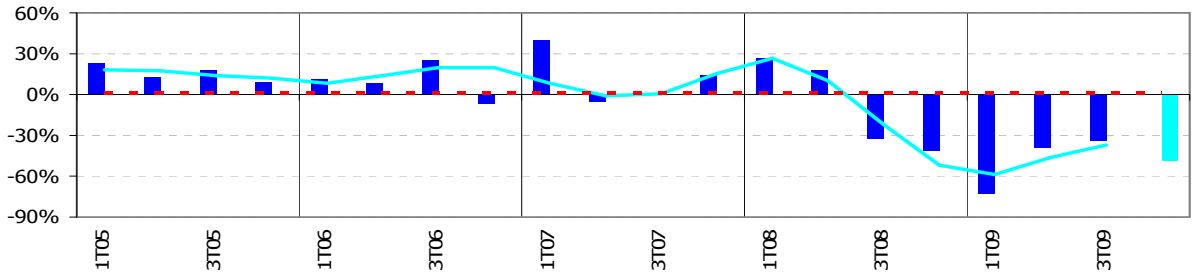
***Résultats de l'enquête de  
conjoncture de l'Iedom  
et données quantitatives***

---

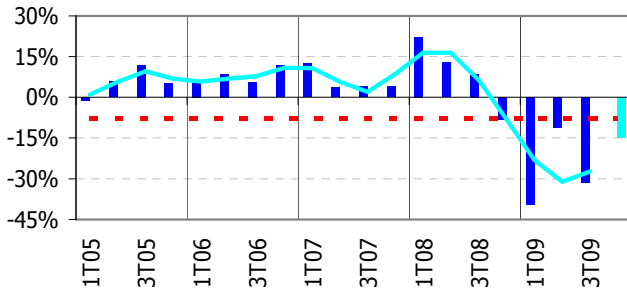
# VUE D'ENSEMBLE DES SECTEURS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 119 entreprises employant au total 5 942 salariés

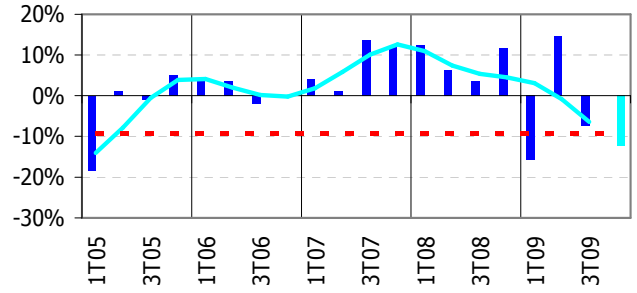
**ACTIVITE**



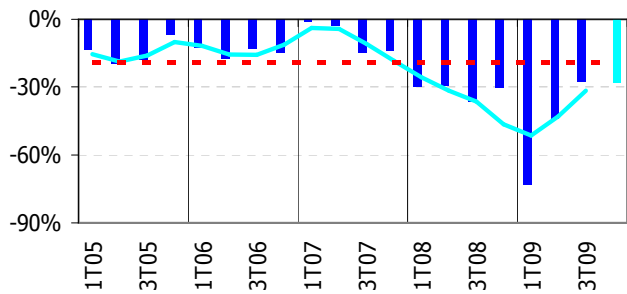
**PRIX**



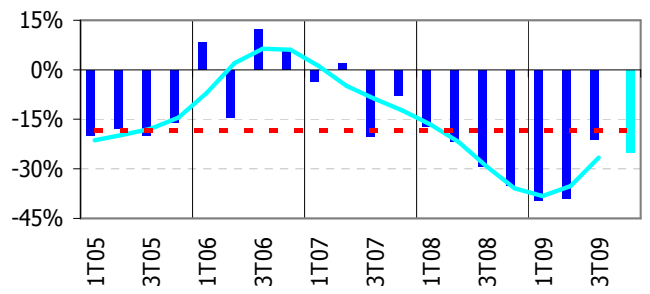
**CHARGES**



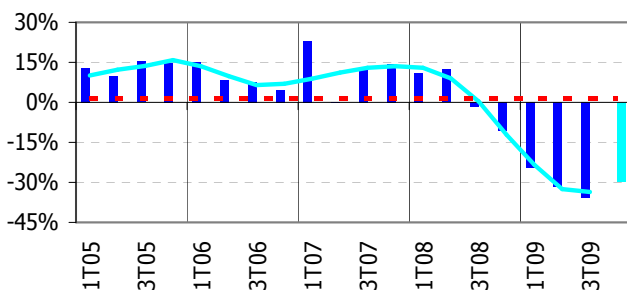
**TRESORERIE**



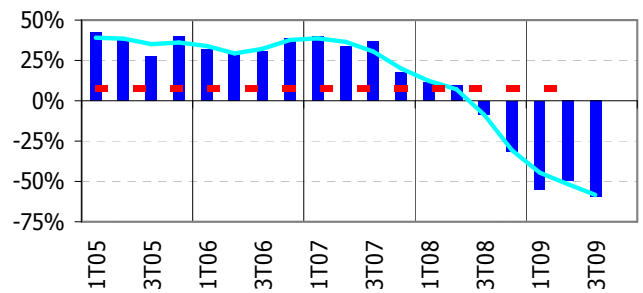
**DELAIS DE PAIEMENT**



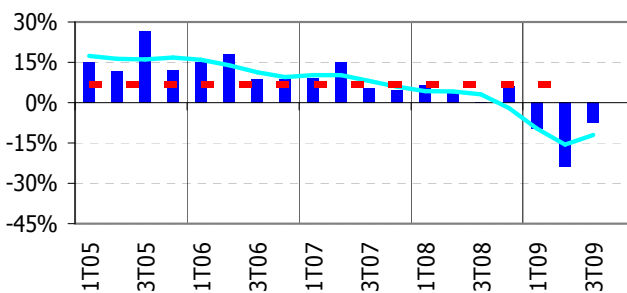
**EFFECTIFS**



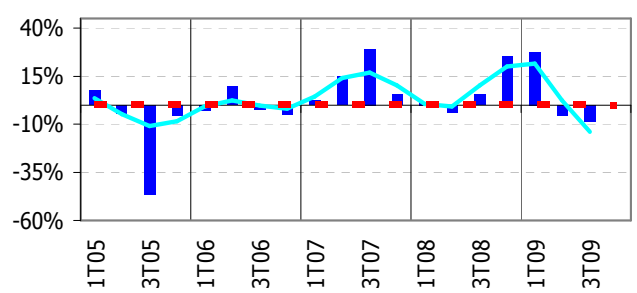
**PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS**



**STOCKS DE PRODUITS FINIS**



**STOCKS DE MATIERES PREMIERES**

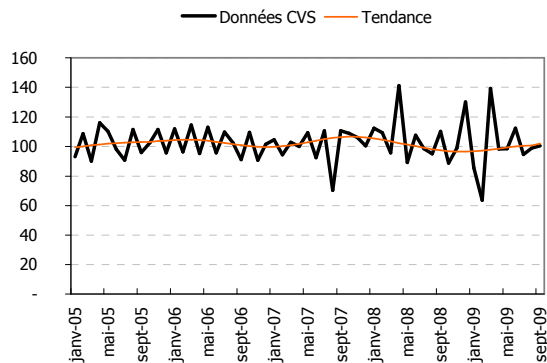


■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

# AGRICULTURE ET ELEVAGE

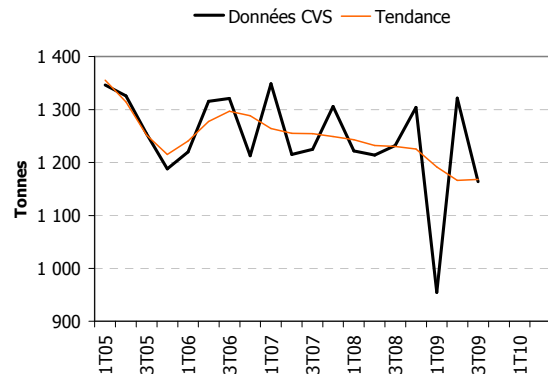
## La filière bovine

### Abattage de viande bovine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

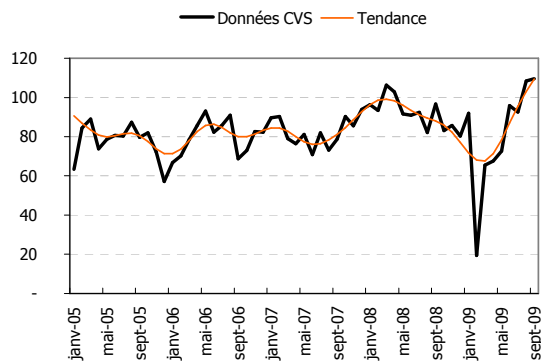
### Importations de viande bovine



Source : Douanes, données trimestrielles

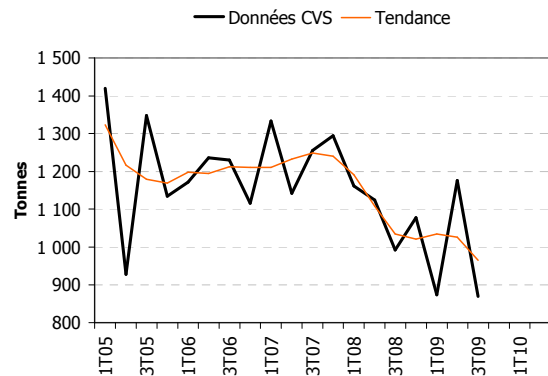
## La filière porcine

### Abattage de viande porcine



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

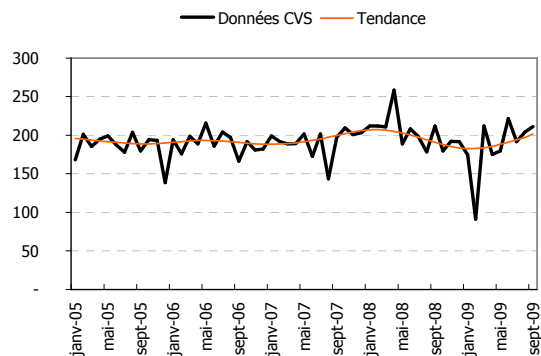
### Importations de viande porcine



Source : Douanes, données trimestrielles

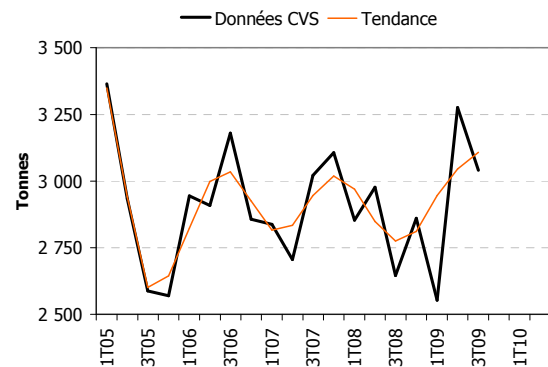
## La production locale de viande – la filière avicole

### Abattage total



Source : Abattoir départemental, données mensuelles

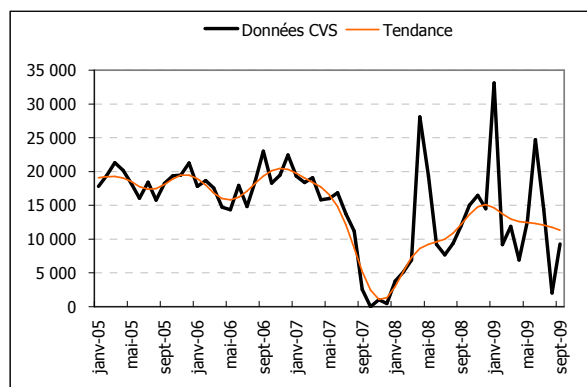
### Importations de volaille



Source : Douanes, données trimestrielles

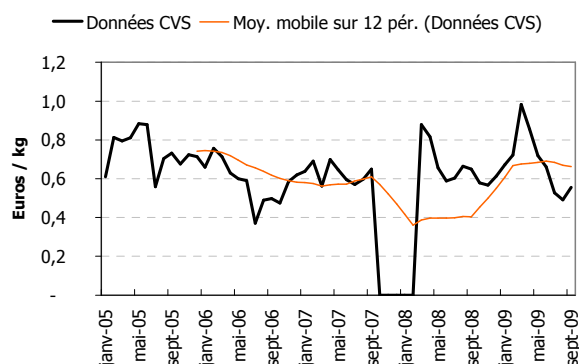
## La filière banane

### Expéditions de bananes\*



Source : DRCCRF, données mensuelles

### Prix moyen mensuel wagon-départ du kg de bananes\*

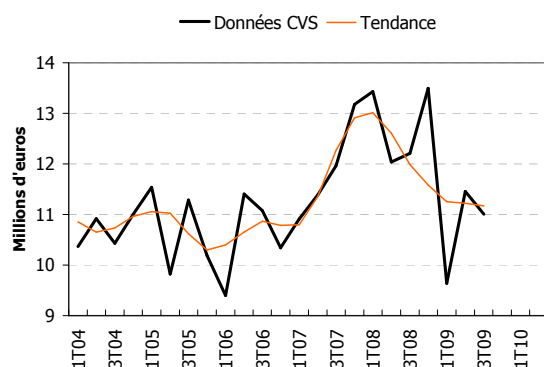


Source : Fruits et Légumes Hebdo, données mensuelles

\* A la suite du cyclone Dean (17 août 2007), la production et les expéditions de banane ont connu un coup d'arrêt qui s'est prolongé jusqu'au premier trimestre 2008.

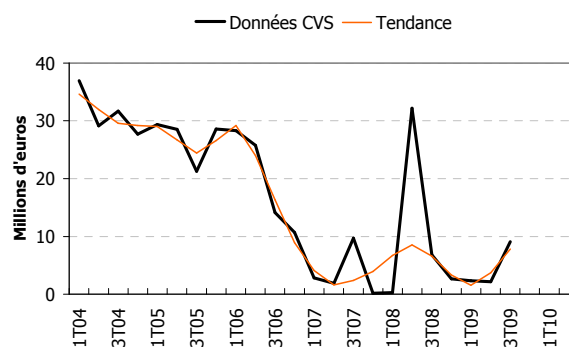
## Les produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche

### Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

### Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Abattage en tonnes	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Jun 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	Cumul 2009	$\frac{\text{Sept.2009}}{\text{Sept.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Bovins	90,2	92,0	89,0	111,3	113,8	116,5	100,7	99,1	105,6	906,8	-7,2%	-5,9%
Porcins	78,6	65,4	55,8	63,4	77,7	78,5	87,5	83,6	88,4	596,8	13,8%	-15,1%
Total*	173,1	160,4	148,8	179,6	197,2	203,5	194,2	188,1	198,9	1 549,5	0,9%	-10,2%

Source : Abattoir départemental - données mensuelles

\* Bovins, Porcins, Ovins, Caprins et Equins



Importations en tonnes	3T06			3T07			3T08			Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	4T08	1T09	2T09	3T09								
Bovins	1 301,6	1 207,3	1 214,0	1 359,2	956,3	1 282,0	1 146,7	3 385,0	-5,5%	-6,4%		
Porcins	1 142,1	1 165,3	920,5	1 350,1	734,3	1 150,4	806,4	2 691,2	-12,4%	-10,2%		
Volailles	3 109,2	2 955,0	2 586,9	3 007,9	2 617,6	3 096,9	2 973,6	8 688,1	14,9%	4,4%		

Source : Douanes- données trimestrielles

Expéditions de bananes en milliers de tonnes	Sept.					Cumul				$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$	
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	Août 2009	2009			
Bananes	23,2	18,6	21,9	-	8,2	30,8	15,8	1,3	4,8	126,3	-42,2%	+22,1%

Source : DRCCRF - données mensuelles

Prix moyen du kg de banane en euros	Sept.					Cumul				$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2009	Août 2009	2009	
Bananes	0,41	0,73	0,50	0,65	0,65	0,66	0,53	0,49	0,56	-14,3%

Source : Fruits et Légumes Hebdo – données mensuelles

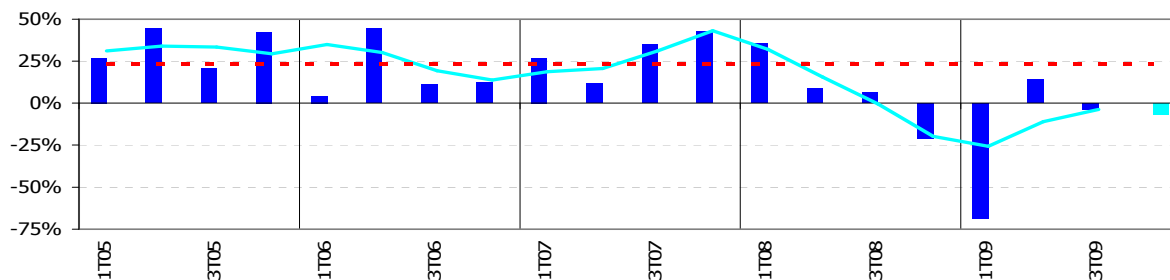
Produits de l'agriculture, de la sylviculture et de la pêche en millions d'euros	3T04					3T05				3T06				Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09										
Exportations	32,5	23,8	17,7	13,4	10,1	2,3	1,7	2,1	14,0	17,8	38,7%	-56,9%				
Importations	10,0	10,8	10,6	11,5	11,8	14,4	9,0	11,8	10,7	31,5	-9,8%	-14,5%				

Source : Douanes- données trimestrielles

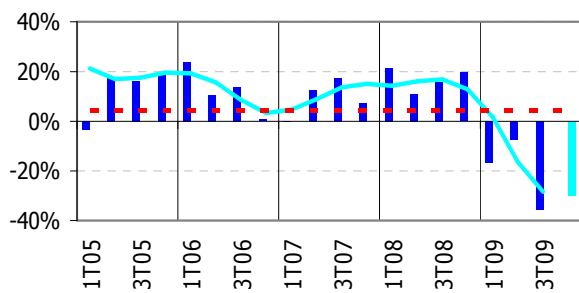
# SECTEUR AGROALIMENTAIRE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 21 entreprises du secteur agroalimentaire employant au total 880 salariés.

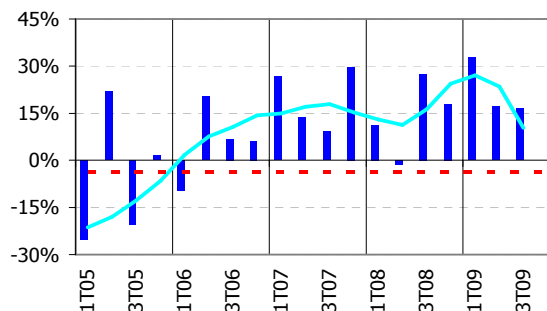
## ACTIVITE



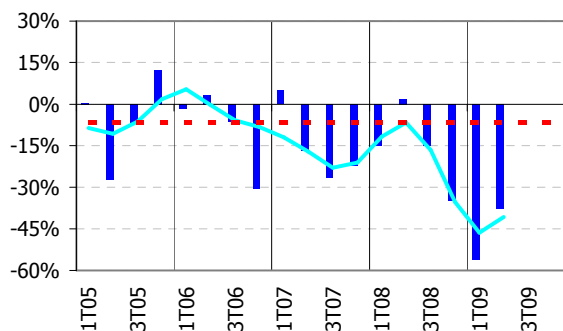
## PRIX



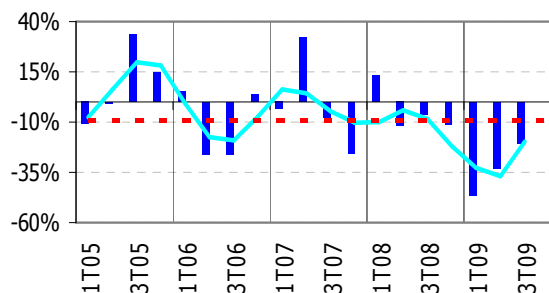
## CHARGES



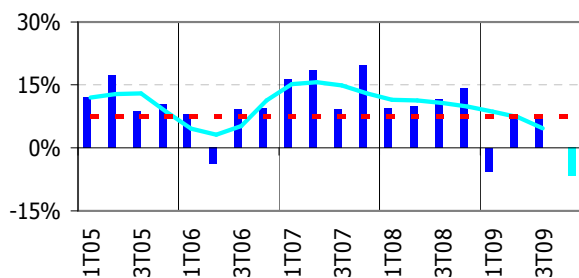
## TRESORERIE



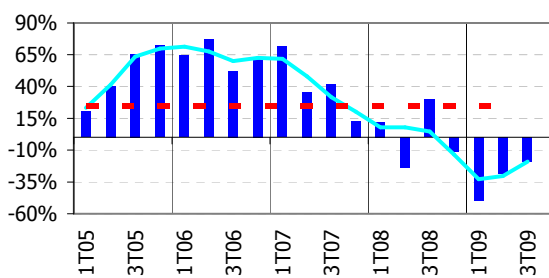
## DELAIS DE PAIEMENT



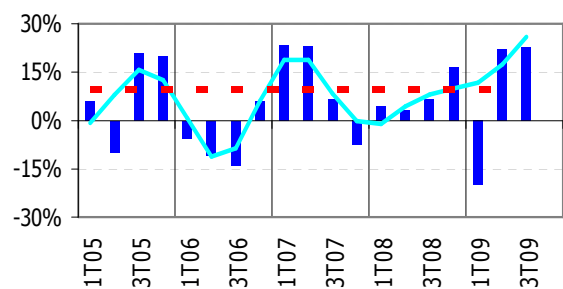
## EFFECTIFS



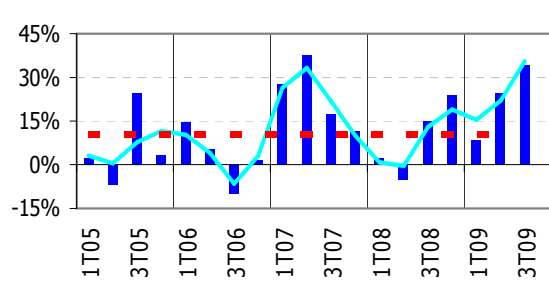
## PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS



## STOCKS DE PRODUITS FINIS



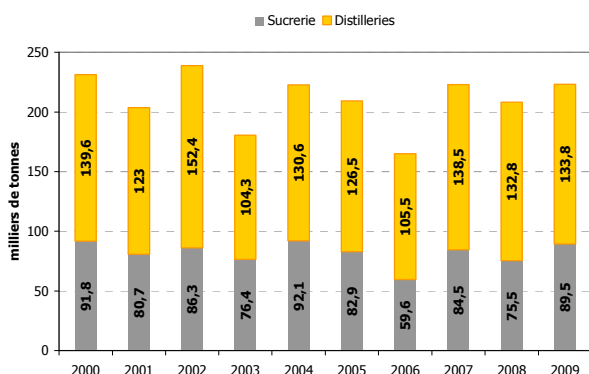
## STOCKS DE MATIERES PREMIERES



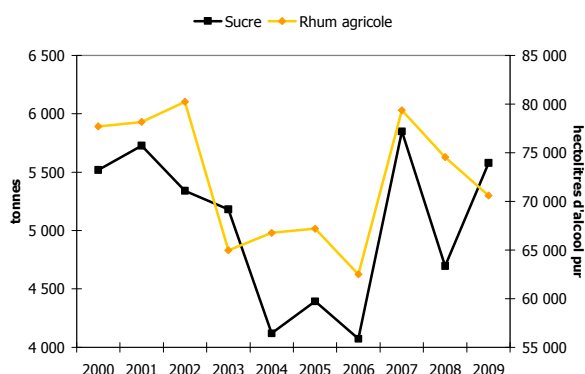
■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

## La filière rhum

### Cannes broyées



### Production de sucre et de rhum agricole



Source : Centre technique de la canne et du sucre, données annuelles

## Dernières données chiffrées

Cannes broyées en milliers de tonnes	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	$\frac{\sum 2009^*}{\sum 2008}$
Sucrierie	91,8	80,7	86,3	76,4	92,1	82,9	59,6	84,5	75,5	89,5	18,5%
Distilleries	139,6	123,0	152,4	104,3	130,6	126,5	105,5	138,5	132,8	133,8	0,8%
Total	231,4	203,7	238,7	180,7	222,7	209,2	165,1	223,0	208,3	223,3	7,2%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre  
\* données à fin juin 2009

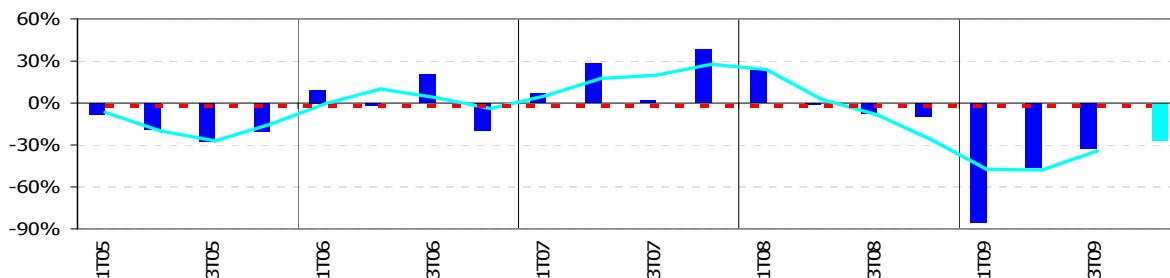
Production	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Sucre (en milliers de tonnes)	5,5	5,7	5,3	5,2	4,1	4,4	4,1	5,8	4,7	5,6	18,8%
Rhum agricole (en milliers d'HAP)	77,7	78,2	80,2	65,0	66,8	67,2	62,5	79,4	74,5	70,6	-5,3%

Source : Centre Technique de la Canne et du Sucre

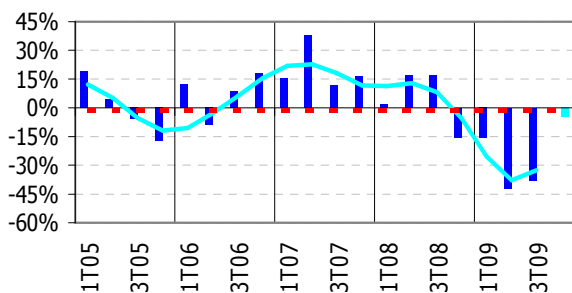
# SECTEUR AUTRES INDUSTRIES

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 28 entreprises du secteur employant au total 1 024 salariés.

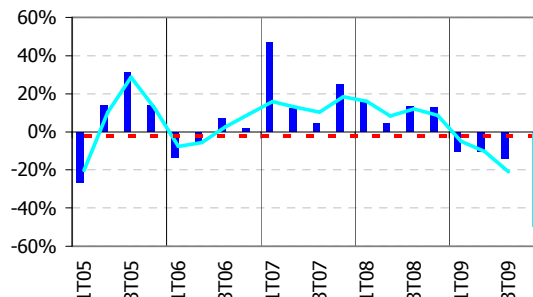
**ACTIVITE**



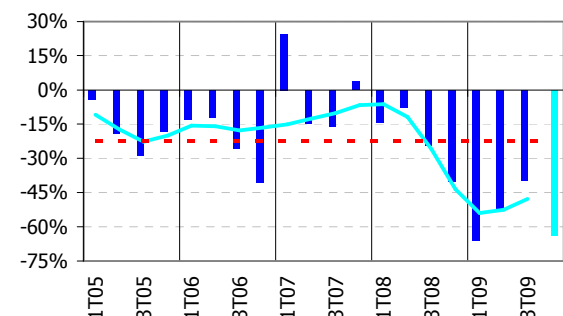
**PRIX**



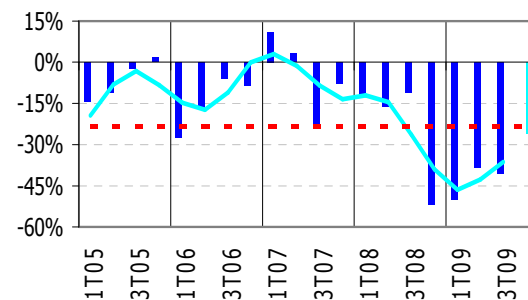
**CHARGES**



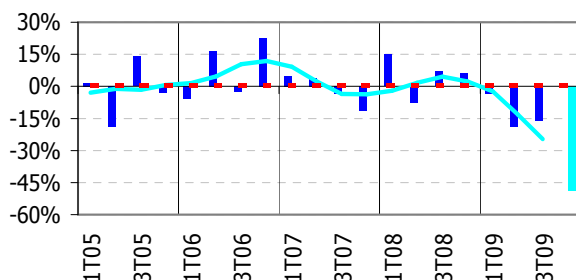
**TRESORERIE**



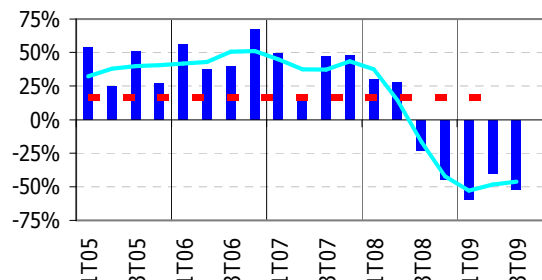
**DELAIS DE PAIEMENT**



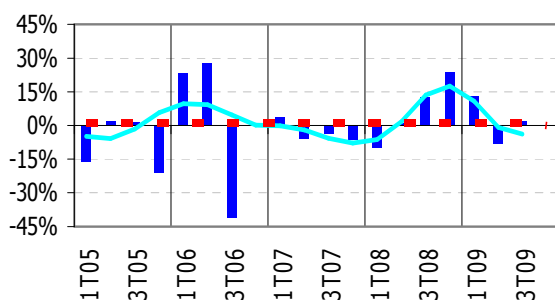
**EFFECTIFS**



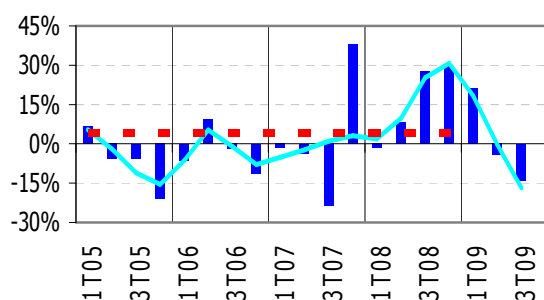
**PREVISIONS D'INVESTISSEMENT**



**STOCKS DE PRODUITS FINIS**



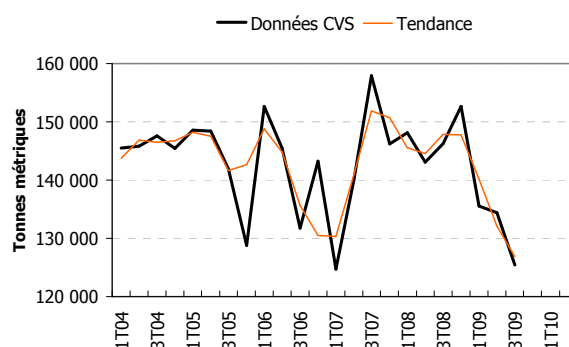
**STOCKS DE MATIERES PREMIERES**



■ Indicateur passé ■ Indicateur prévu — Tendence de l'indicateur - - - Moyenne de longue période

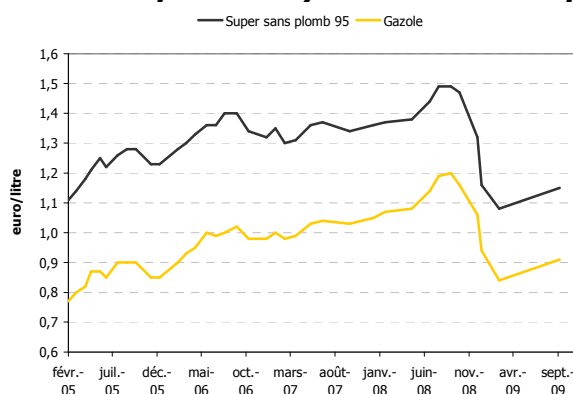
# L'énergie

## Produits pétroliers mis à la consommation



Source : Sara, données trimestrielles

## Evolution des prix des hydrocarbures à la pompe



Source : DRCCRF

## Dernières données chiffrées

Produits pétroliers en milliers de tonnes métriques	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Produits pétroliers mis à la consommation	152,7	147,8	138,5	167,0	155,8	155,1	130,1	128,5	134,3	392,9	-13,8%	-9,9%

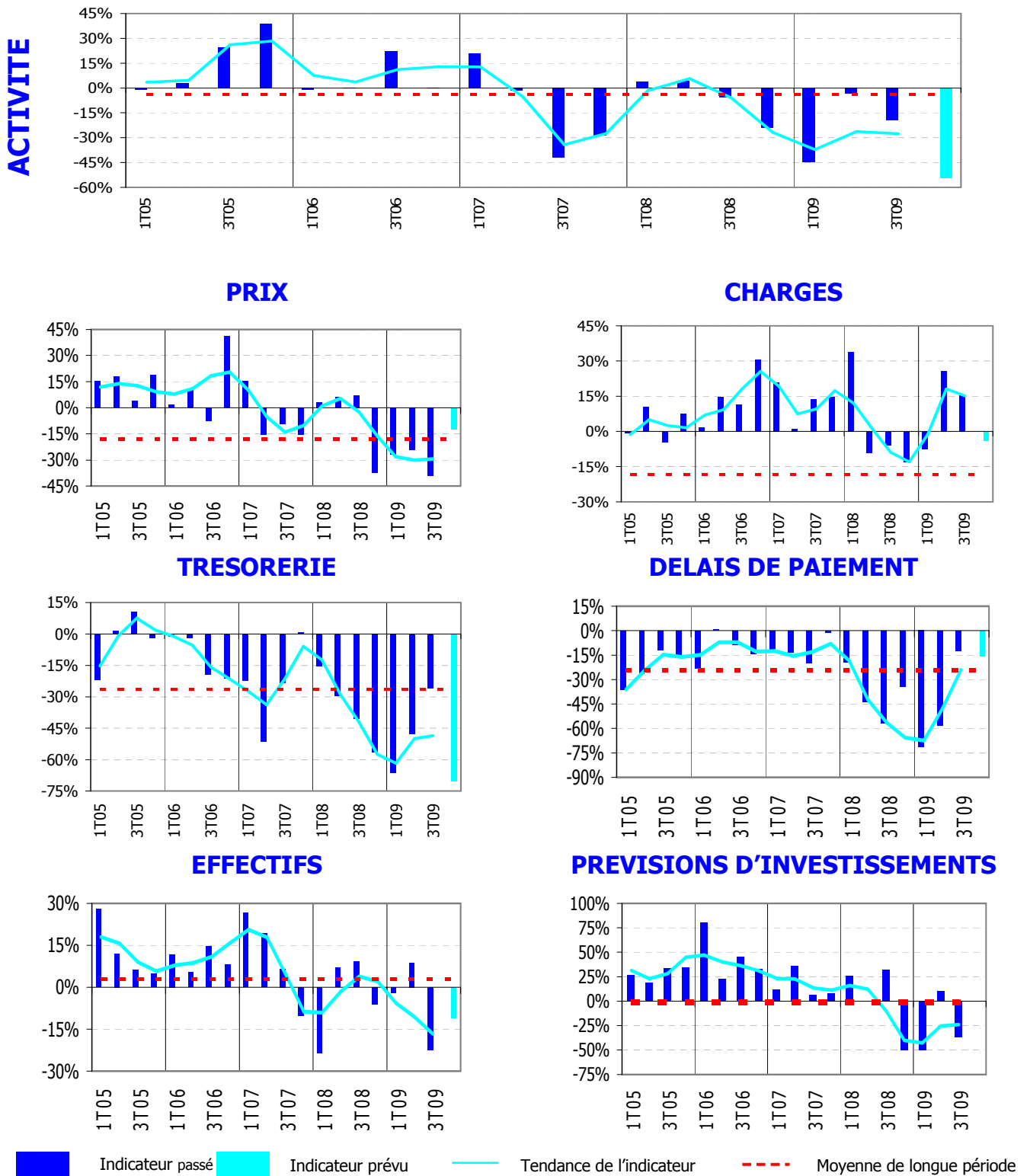
Source : Sara- données trimestrielles

Prix à la pompe en euros	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Oct. 2008	Déc. 2008	Déc. 2008	Fév. 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
Essence sans plomb	1,28	1,40	1,34	1,49	1,47	1,32	1,16	1,08	1,15	-22,8%
Gazole route	0,90	1,02	1,03	1,20	1,16	1,06	0,94	0,84	0,91	-24,2%

Source : Direction Régionale de la Consommation, de la Concurrence et de la Répression des Fraudes

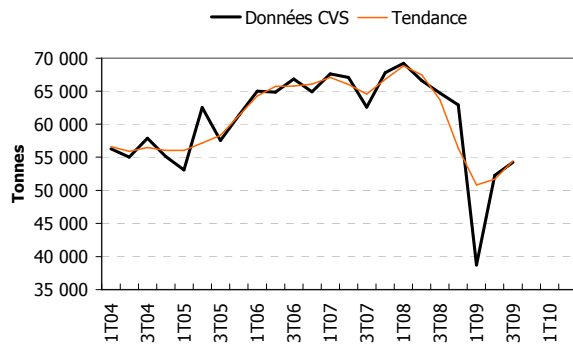
# SECTEUR DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 15 entreprises du secteur de la construction employant au total 633 salariés.



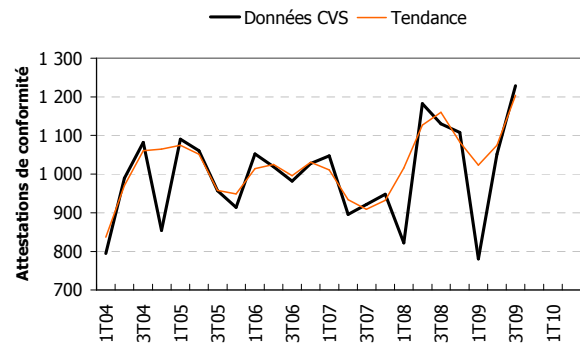
## La production de ciment – les attestations de conformité

### Production de ciment



Source : Ciment Antillais, données trimestrielles

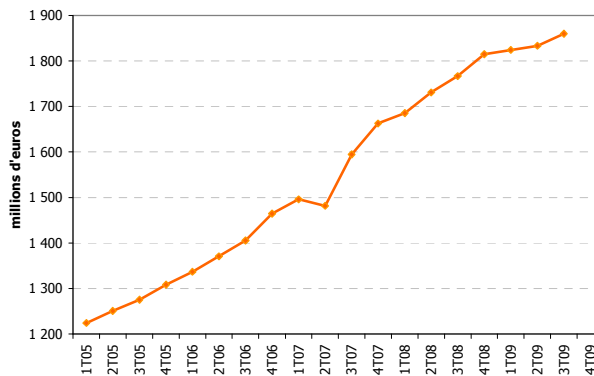
### Attestations de conformité délivrées à des logements neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

## Les encours de crédit à l'habitat des ménages

### Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles  
NB : établissements de crédit installés localement ou non

## Dernières données chiffrées

Ciment en milliers de tonnes	3T04 3T05 3T06 3T07 3T08					4T08 1T09 2T09 3T09				Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09			
Production	58,9	58,7	67,9	63,6	65,7	60,6	37,9	54,5	55,0	147,5	-16,2%	-27,3%

Source : Ciments Antillais, données trimestrielles

Attestations de conformité électrique nombre	3T04 3T05 3T06 3T07 3T08					4T08 1T09 2T09 3T09				Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Logements neufs	1 006	875	883	824	1 009	1 174	703	1 204	1 102	3 009	9,2%	-3,3%

Source : Consuel - données trimestrielles

Crédit à l'habitat en millions d'euros	3T05 3T06 3T07 3T08				4T08 1T08 2T09 3T09				$\frac{3T09}{3T08}$
Encours octroyés aux ménages	1 275,4	1 405,7	1 594,8	1 766,8	1 814,9	1 824,4	1 833,6	1 860,0	5,3%

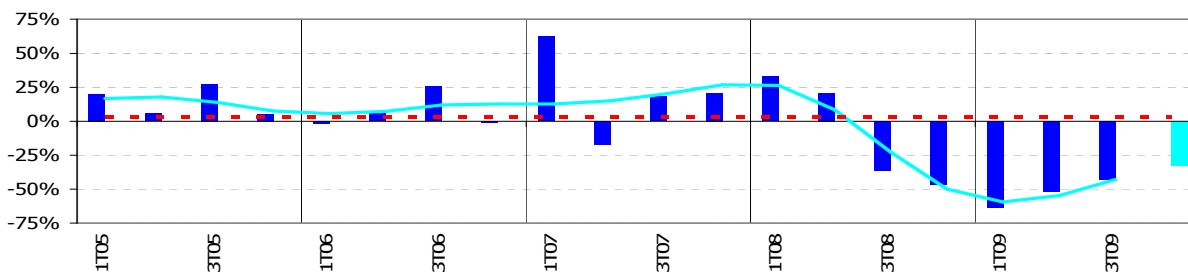
Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non



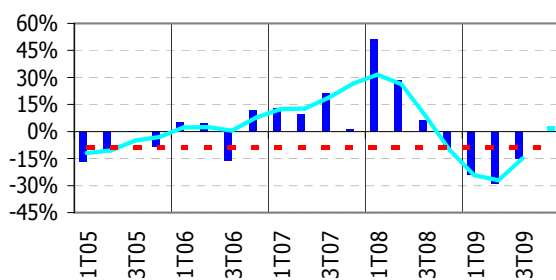
# SECTEUR DU COMMERCE

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 29 entreprises du secteur employant au total 1 574 salariés.

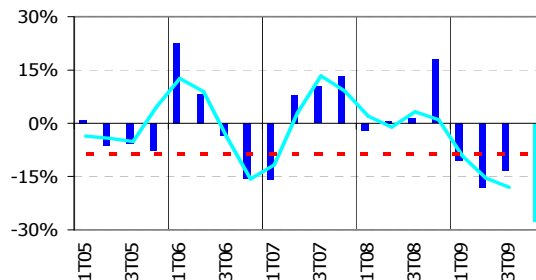
**ACTIVITE**



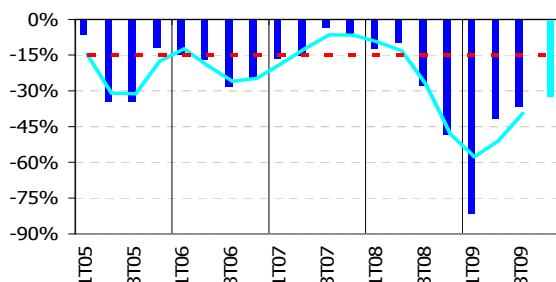
**PRIX**



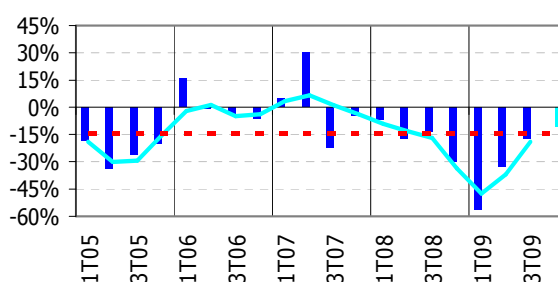
**CHARGES**



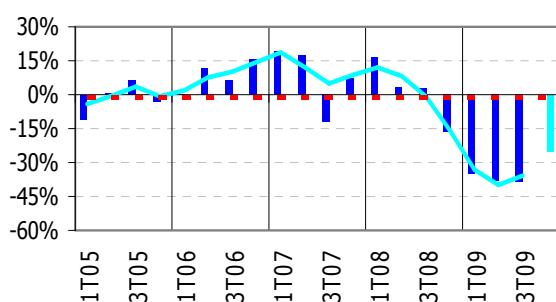
**TRESORERIE**



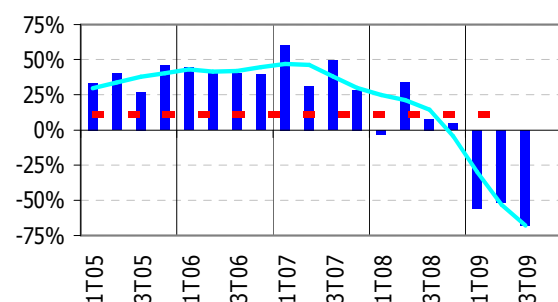
**DELAIS DE PAIEMENT**



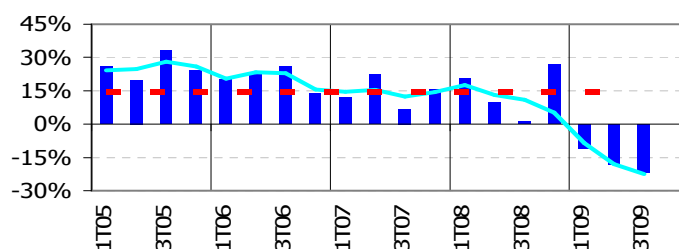
**EFFECTIFS**



**PREVISIONS D'INVESTISSEMENTS**



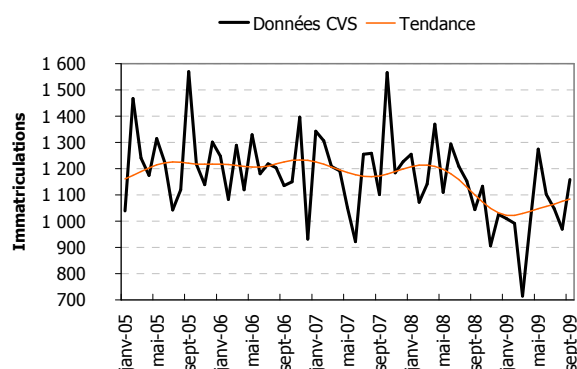
**STOCKS DE PRODUITS FINIS**



■ Indicateur passé   ■ Indicateur prévu   — Tendence de l'indicateur   - - - Moyenne de longue période

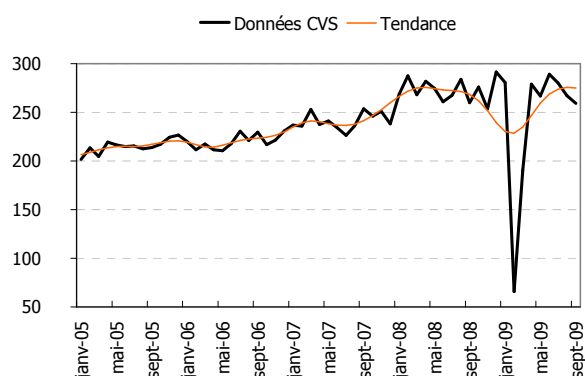
## Les immatriculations de véhicules particuliers neufs La grande distribution

### Immatriculations de véhicules particuliers neufs



Source : Aaa, données mensuelles

### Indice du chiffre d'affaires mensuel de la grande distribution



Source : DRCCRF, données mensuelles

## Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules particuliers neufs	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Jun 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	Cumul 2009	$\frac{\text{Sept.2009}}{\text{Sept.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	VPN	1 065	1 475	1 045	986	919	1 050	1 027	821	1 002	8 769	9,0%

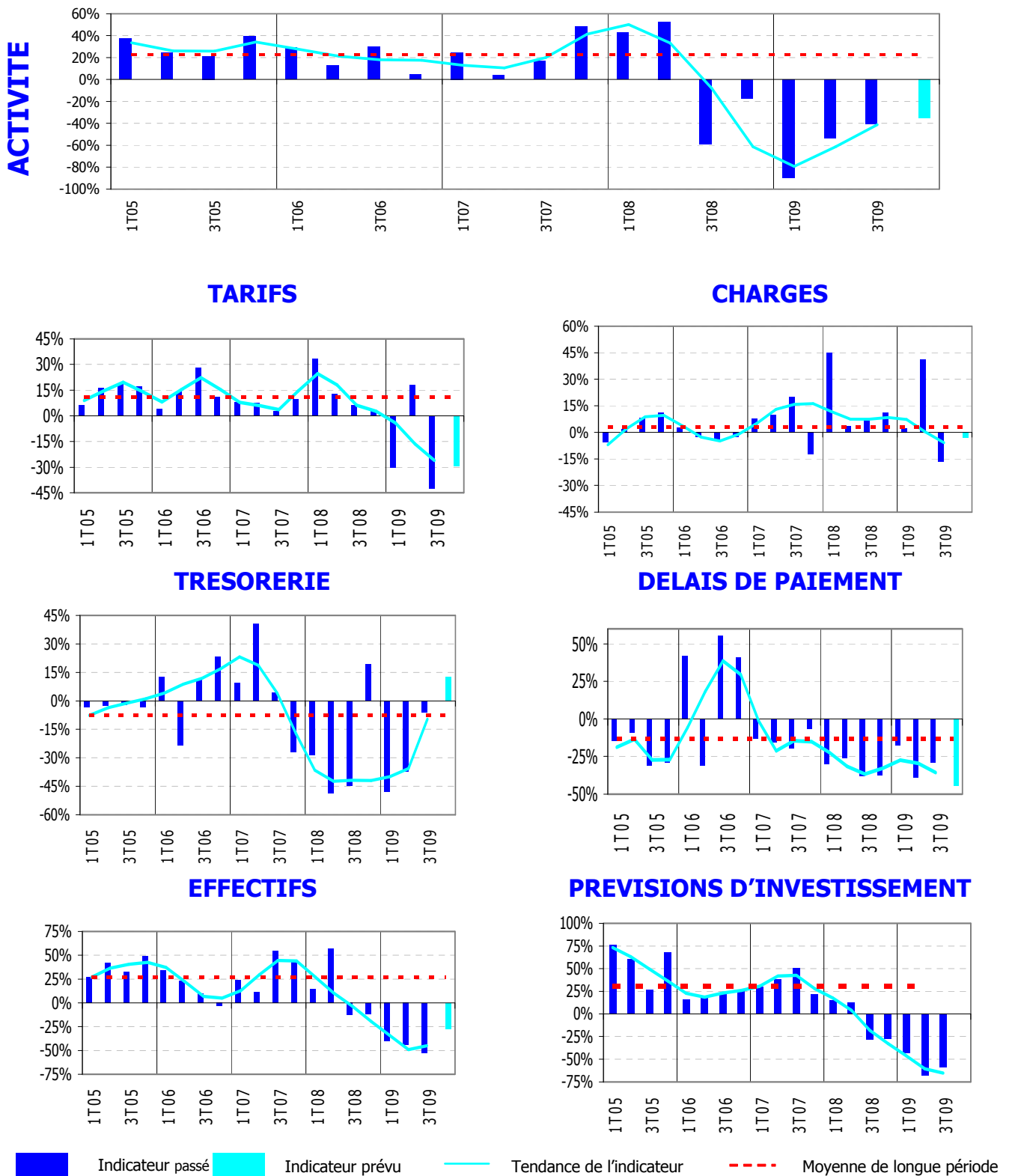
Source : Aaa, données mensuelles

Grande distribution base 100 en 1990	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Jun 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	Cumul 2009 en K€	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	Indice du chiffre d'affaires	204	215	232	257	263	276	273	286	262	321,7	-0,8%

Source : DRCCRF, données mensuelles

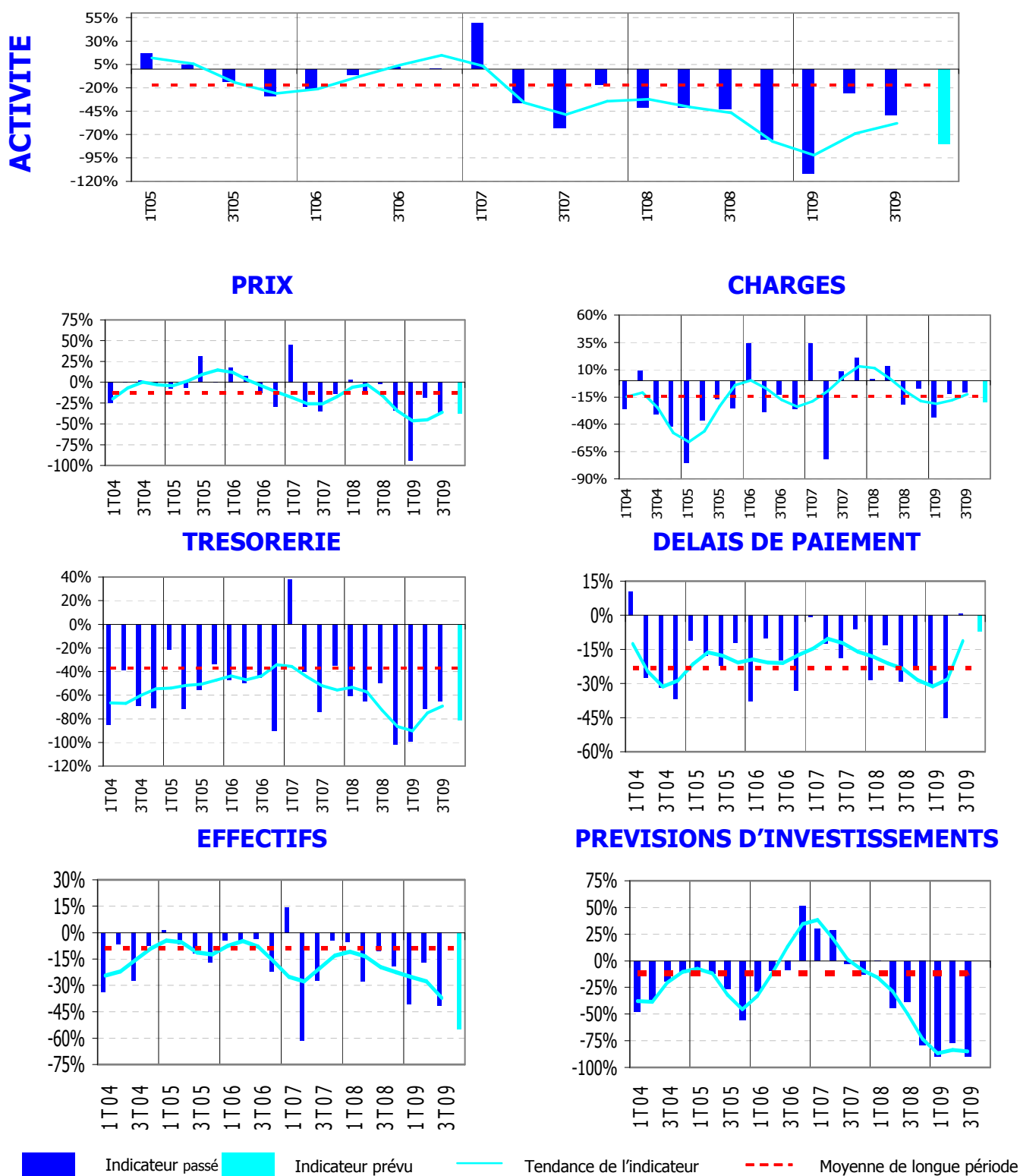
# SECTEUR DES SERVICES AUX ENTREPRISES

L'enquête porte sur un échantillon de 15 entreprises du secteur des services aux entreprises employant 1 376 salariés.



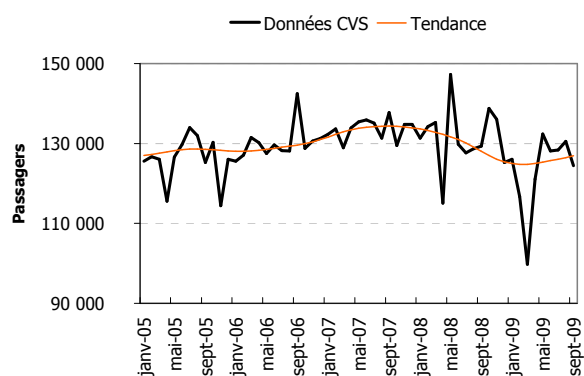
# SECTEUR DE L'HOTELLERIE ET DU TOURISME

L'enquête d'opinion a été réalisée auprès d'un échantillon de 11 entreprises du secteur employant au total 453 salariés.



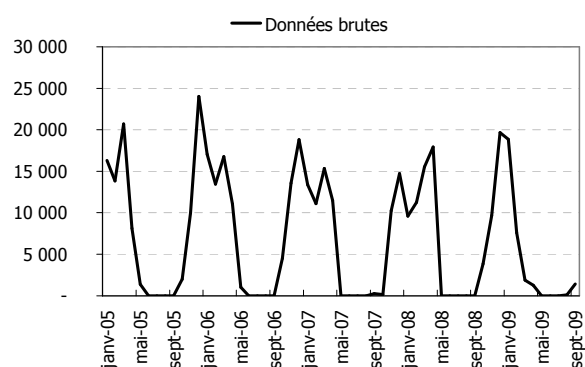
## La fréquentation touristique

### Nombre d'usagers de l'aéroport



Source : CCIM, données mensuelles

### Nombre de croisiéristes



Source : DIRCILEC, données mensuelles

## Dernières données chiffrées

Trafic aérien en milliers de passagers	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	Cumul 2009	$\frac{\text{Sept.2009}}{\text{Sept.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Nombre d'usagers de l'aéroport du Lamentin	81,6	84,4	96,3	93,6	88,2	112,5	159,0	177,5	85,1	1 154,7	-3,5%	-5,9%

Source : CCIM, données mensuelles

Trafic maritime en milliers de croisiéristes	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	Cumul 2009	$\frac{\text{Sept.2009}}{\text{Sept.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Nombre de croisiéristes	2,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,1	1,4	31,1	nd	-42,8%

Source : DIRCILEC - données mensuelles

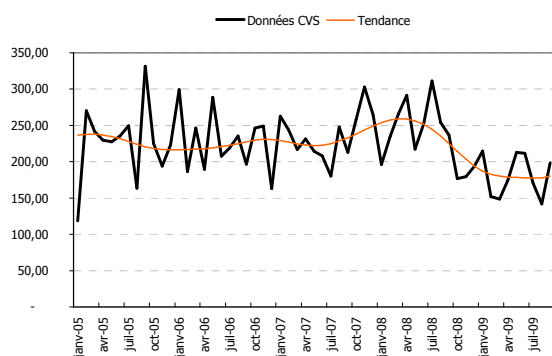
---

## ***Les entreprises***

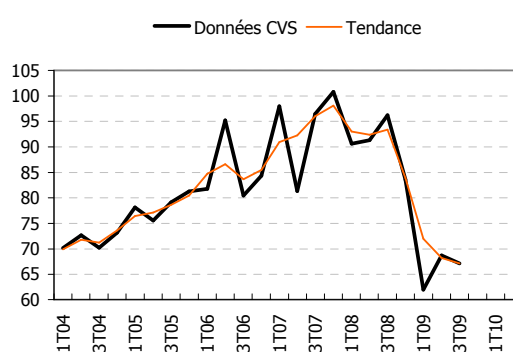
---

## L'investissement des entreprises

### Immatriculations de véhicules utilitaires neufs    Importations de biens d'équipement

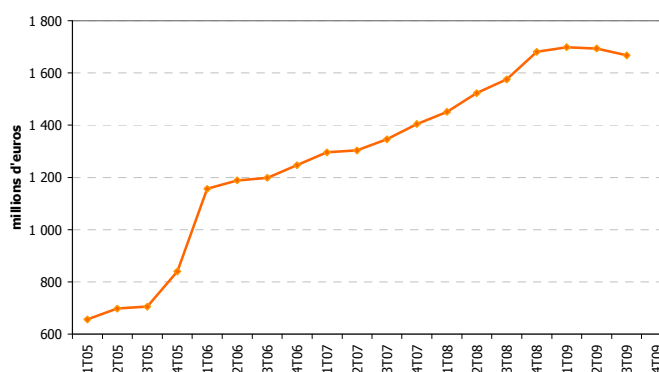


Source : Aaa, données mensuelles



Source : Douanes, données trimestrielles

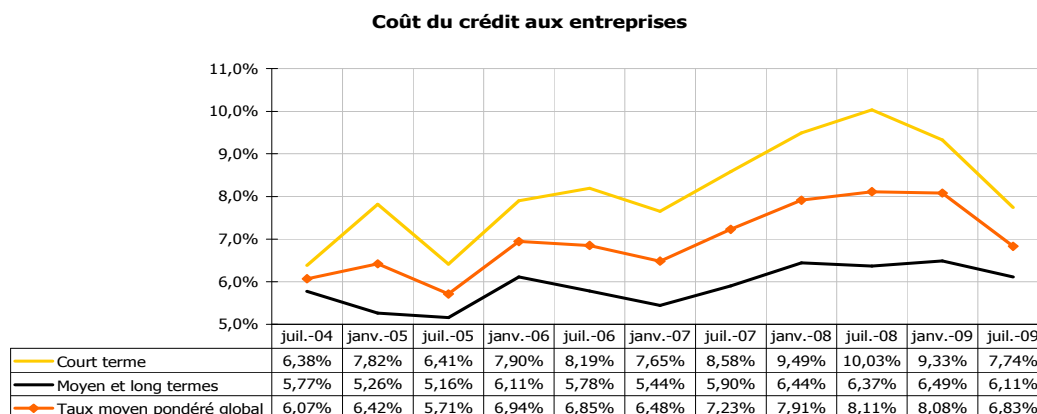
### Encours de crédit à l'investissement octroyés aux entreprises martiniquaises\*



Source : Iedom, données trimestrielles –  
Etablissements installés localement ou non

## Les conditions de financement offertes aux entreprises

### Coût du crédit aux entreprises

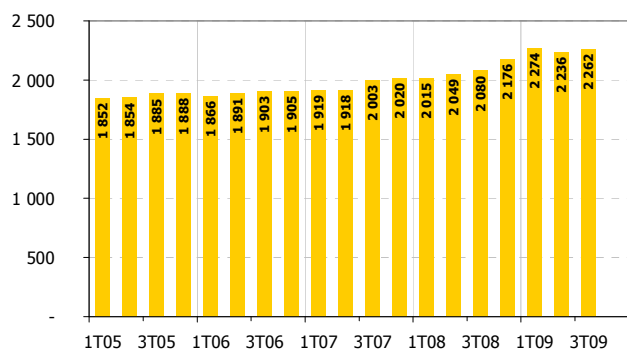


Source : Iedom, données semestrielles

\* A compter de mars 2006, l'encours des crédits octroyés par les établissements de crédits installés ou non localement comprend non seulement les données issues de la BAFI mais également celles déclarées par les établissements non installés localement au Service Central des Risques de la Banque de France. Par conséquent, une rupture de série apparaît entre les années 2005 et 2006 liée à l'amélioration du périmètre de recensement des concours hors zone.

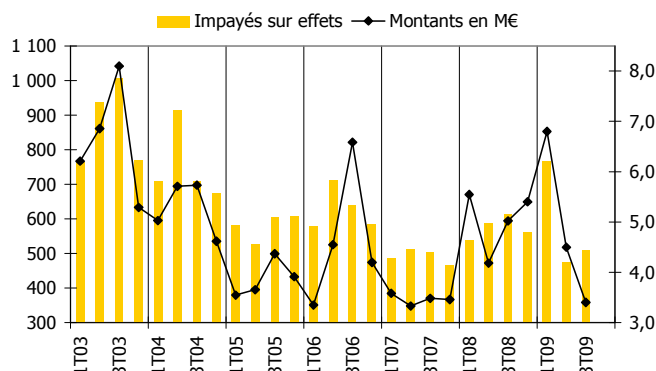
## La vulnérabilité des entreprises

### Personnes morales en situation d'interdit bancaire



Source : Iedom, données mensuelles

### Impayés sur effets de commerce



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement

## Dernières données chiffrées

Immatriculations de véhicules utilitaires neufs	Sept. 2004	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Jun 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	Cumul 2009	$\frac{\text{Sept.2009}}{\text{Sept.2008}}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	VUN	204	313	180	191	214	257	165	121	179	1618	-16,4%

Source : Aaa,- données mensuelles

Importations en millions d'euros	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	Biens d'équipement	62,5	70,4	72,3	88,0	88,9	96,6	61,3	63,6	62,6	187,6	-29,6%

Source : Douanes - données trimestrielles

Crédits à l'investissement en millions d'euros	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T08	2T09	3T09	$\frac{3T09}{3T08}$
	Encours de crédit octroyés aux entreprises	705,2	1 198,4	1 346,3	1 575,1	1 680,6	1 698,2	1 693,0	1 667,2

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non



<b>Coût du crédit aux entreprises</b> Taux moyens pondérés (%)	Juillet 2007	Janvier 2008	Juillet 2008	Janvier 2009	Juillet 2009	$\frac{\text{Juil.2009}}{\text{Janv.2009}}$	$\frac{\text{Juil.2009}}{\text{Juil.2008}}$
						Variations en points de base	
Crédits court terme	8,58%	9,49%	10,03%	9,33%	7,74%	-159	-229
Crédits moyen long termes	5,90%	6,44%	6,37%	6,49%	6,11%	-38	-26
Taux moyen pondéré global	7,23%	7,91%	8,11%	8,08%	6,83%	-128	-128

Source : Iedom, données semestrielles – établissements de crédit installés localement

<b>Interdiction bancaire</b>	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{\text{Sept.2009}}{\text{Sept.2008}}$
									Personnes morales

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Impayés sur effets</b> nombre	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{\text{Sept.2009}}{\text{Sept.2008}}$

Source : Banque de France - données en fin de trimestre – établissements de crédit installés localement

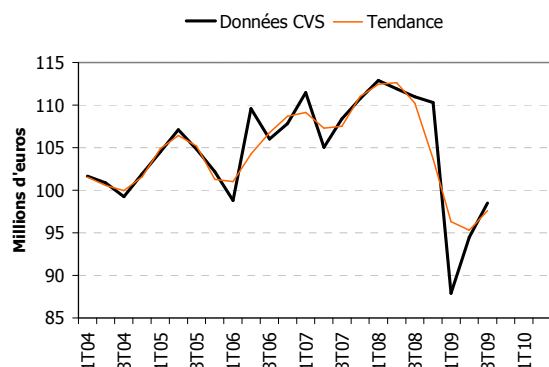
---

## *Les ménages*

---

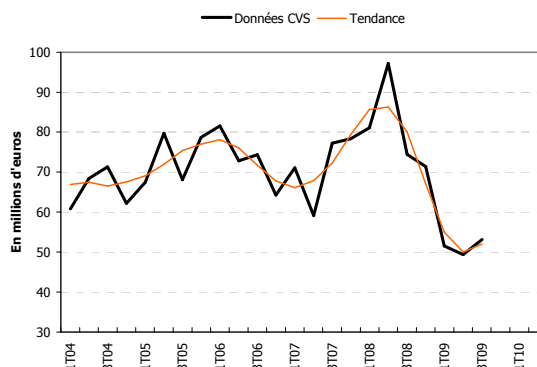
## La consommation des ménages

### Importations de biens de consommation



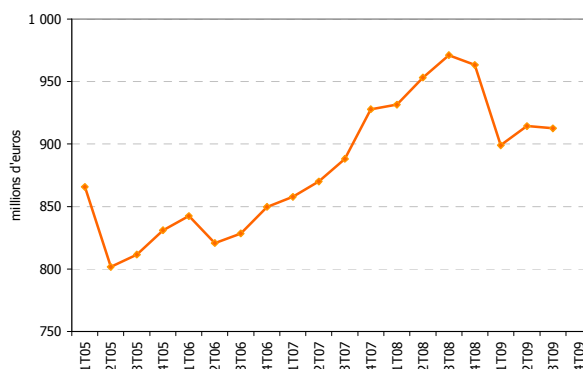
Source : Douanes, données trimestrielles

### Importations de produits de l'industrie automobile



Source : Douanes, données trimestrielles

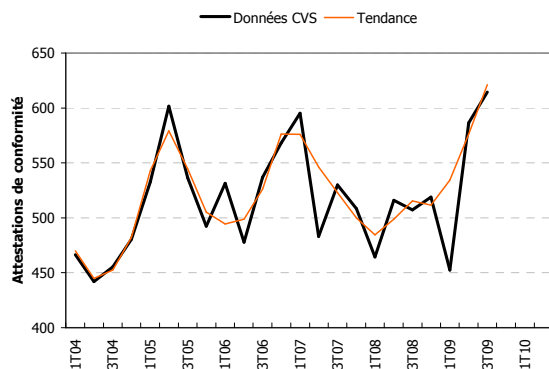
### Encours de crédit à la consommation octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles – établissements installés localement ou non

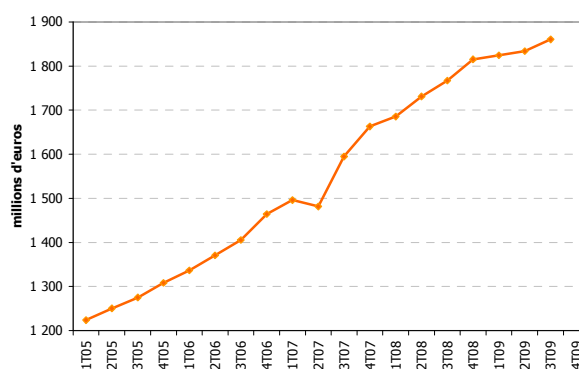
## L'investissement des ménages

### Attestations de conformité attribuées à des logements individuels neufs



Source : Consuel, données trimestrielles

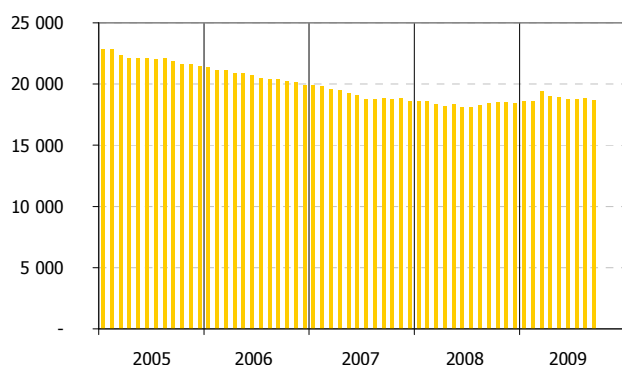
### Encours de crédit à l'habitat octroyés aux ménages



Source : Iedom, données trimestrielles - établissements installés localement ou non

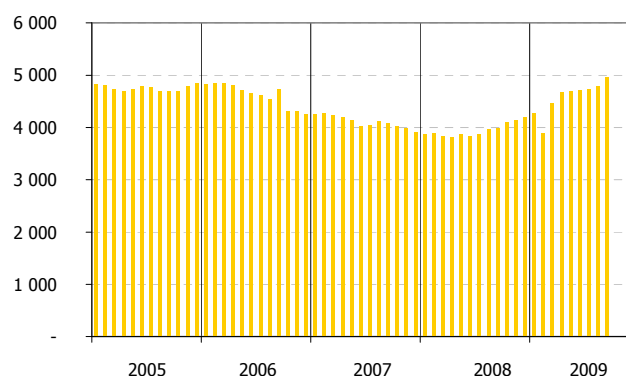
## La vulnérabilité des ménages

### Personnes physiques en situation d'interdiction bancaire



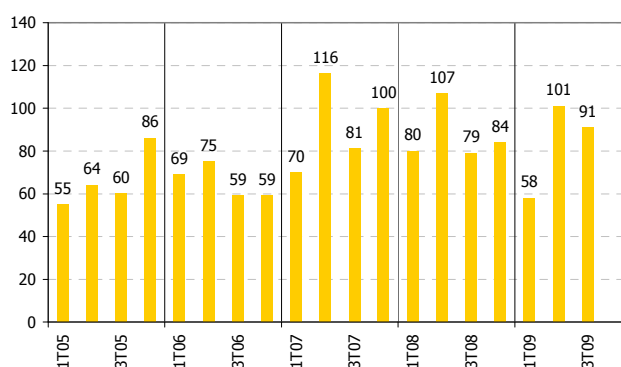
Source : Banque de France, données mensuelles

### Retraits de cartes bancaires



Source : Banque de France, données mensuelles

### Dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement



Source : Iedom, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Importations en millions d'euros	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Biens de consommation	92,6	98,3	100,3	103,4	106,6	119,7	80,4	98,0	95,0	273,3	-10,9%	-16,2%
Produits de l'industrie automobile	65,5	64,2	71,4	75,4	73,6	88,5	47,1	42,1	53,1	142,2	-27,9%	-38,6%

Source : Douanes - données trimestrielles

<b>Crédit à la consommation</b> en millions d'euros	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T08	2T09	3T09	$\frac{3T09}{3T08}$
Encours de crédit octroyés aux ménages	811,5	828,4	888,2	971,1	963,3	899,1	914,5	912,6	-6,0%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Attestations de conformité électrique</b> nombre	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Logements individuels neufs	477	644	509	511	544	493	561	404	617	1 021	13,4%	6,4%

Source : Consuel - données trimestrielles

<b>Crédit à l'habitat</b> en millions d'euros	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T08	2T09	3T09	$\frac{3T09}{3T08}$
Encours octroyés aux ménages	1 275,4	1 405,7	1 594,8	1 766,8	1 814,9	1 824,4	1 833,6	1 860,0	5,3%

Source : Iedom, données trimestrielles – établissements de crédit installés localement ou non

<b>Interdiction bancaire</b>	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
Personnes physiques	21 861	20 384	18 799	18 389	18 716	18 788	18 862	18 703	1,7%

Source : Banque de France, données mensuelles

<b>Cartes bancaires</b>	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
Retraits de cartes bancaires	4 692	4 743	4 086	3 987	4 719	4 739	4 797	4 972	24,7%

Source : Banque de France, données mensuelles

<b>Surendettement</b> nombre	3T05	3T06	3T07	3T08	4T08	1T09	2T09	3T09	Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
Dépôts de dossiers	60	59	81	79	84	58	101	91	250	15,2%	-6,0%

Source : Iedom, données trimestrielles

---

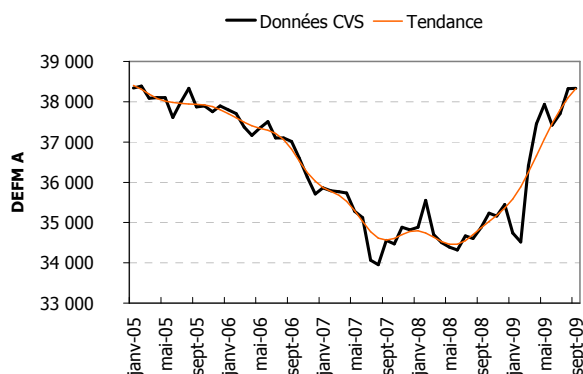
***Sélection d'indicateurs  
macro-économiques***

---

---

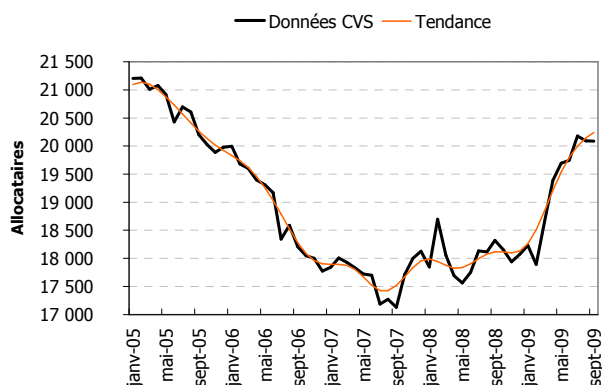
## Le marché de l'emploi

### Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A)



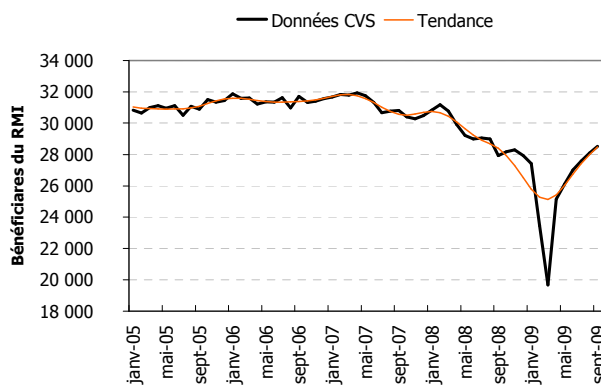
Source : DTEFP, données mensuelles

### Nombre d'allocataires des Assedic



Source : Assedic, données mensuelles

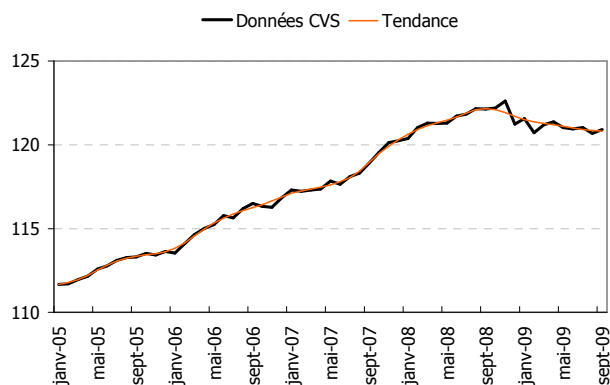
### Nombre de bénéficiaires du RMI



Source : Caf, données mensuelles

## L'inflation

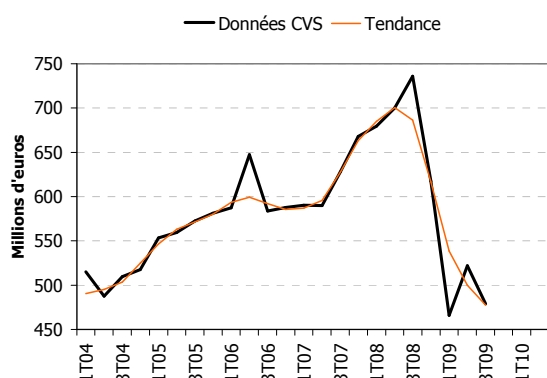
### Indice des prix à la consommation



Source : Insee, données mensuelles, base 100 en 1998

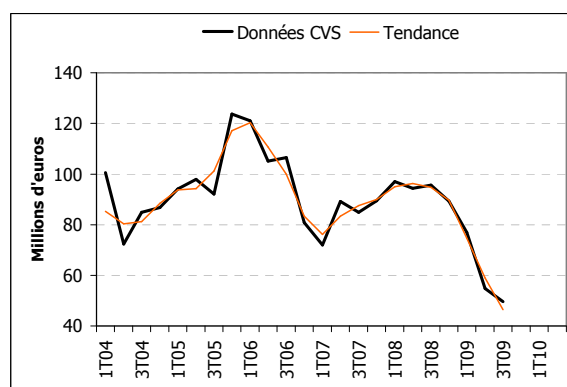
## Le commerce extérieur

### Importations



Source : Douanes, données trimestrielles

### Exportations



Source : Douanes, données trimestrielles

## Dernières données chiffrées

Commerce extérieur en millions d'euros						4T08	1T09	2T09	3T09	Cumul 2009	$\frac{3T09}{3T08}$	$\frac{\sum 2009}{\sum 2008}$
	3T04	3T05	3T06	3T07	3T08							
Exportations	84,6	93,7	110,8	90,9	104,4	89,2	73,4	52,1	54,7	180,3	-47,5%	-37,2%
Importations	495,6	561,2	579,2	629,8	743,5	672,8	437,2	500,7	486,2	1 424,1	-34,2%	-30,3%
Taux de couverture	17,1%	16,7%	19,1%	14,4%	14,0%	13,3%	16,8%	10,4%	11,3%	12,7%	-2,8 pts	-1,3 pt

Source : Douanes- données trimestrielles

Emploi nombre	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
DEFM A	39 086	38 187	35 660	35 983	36 691	37 510	39 103	39 541	9,9%

Source : DTEFP - données mensuelles

Assedic nombre	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
Allocataires	20 434	18 322	17 167	18 321	19 327	20 035	19 842	20 075	9,6%

Source : Assedic - données mensuelles

RMI nombre	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
Bénéficiaires	30 911	31 640	30 720	27 829	27 007	27 379	28 114	28 430	2,2%

Source : Caf - données mensuelles

Prix	Sept. 2005	Sept. 2006	Sept. 2007	Sept. 2008	Juin 2009	Juil. 2009	Août 2009	Sept. 2009	$\frac{Sept.2009}{Sept.2008}$
Indice des prix à la consommation (base 100 : 1998)	113,7	117,0	119,5	122,8	120,6	120,9	120,9	121,6	-1,0%

Source : Insee - données mensuelles



## Liste des publications

Lette mensuelle	Gratuit sur Internet
Bulletin trimestriel : Suivi de la conjoncture financière	Gratuit sur Internet
Suivi de la conjoncture économique	Gratuit sur Internet
Rapport d'activité Iedom	Gratuit sur Internet
Rapport annuel: Martinique, Guadeloupe, Guyane Réunion, Mayotte ou Saint-Pierre et Miquelon – le fascicule	Gratuit sur Internet
Collection complète (6 fascicules + rapport d'activité Iedom)	65 euros TTC

## Les notes de l'Institut

L'activité bancaire dans les DOM en 2003 – les conditions d'exploitation des banques locales – le coût du crédit (novembre 2004)	8 euros TTC
La distribution automobile à la Réunion (décembre 2004)	8 euros TTC
La filière banane à la Martinique (juillet 2005)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2004 (décembre 2005)	8 euros TTC
Panorama de l'immobilier dans les DOM en 2004 (décembre 2005)	8 euros TTC
Les relations entre la Guyane et les pays frontaliers (mai 2006)	8 euros TTC
La grande distribution en Martinique (juillet 2006)	8 euros TTC
L'énergie en Guyane (novembre 2006)	8 euros TTC
L'énergie dans les DOM (janvier 2007)	8 euros TTC
Panorama de l'activité bancaire dans les DOM en 2005 (janvier 2007)	8 euros TTC
Etude typologique 2005-2006 sur le surendettement dans les DOM (juillet 2007)	8 euros TTC
La formation du PNB dans les DOM en 2006 (octobre 2007)	8 euros TTC
La gestion des déchets dans les DCOM (novembre 2008)	8 euros TTC
La gestion des déchets à la Guadeloupe (novembre 2008)	8 euros TTC
Le développement économique de Singapour et de l'Ile Maurice (juillet 2009)	8 euros TTC

## Les notes expresses (dernières parutions)

N°43	Le commerce extérieur à Mayotte entre 2002 et 2006 (septembre 2007)	
N°44	Le transport à Mayotte (septembre 2007)	
N°45	Le transport en Guyane (septembre 2007)	
N°46	Dean à la Martinique : impact sur le tissu économique (novembre 2007)	
N°47	Les coopératives agricoles en Guyane (décembre 2007)	
N°48	Le développement du transport urbain et interurbain en Martinique (décembre 2007)	
N°49	Le tourisme à la Réunion (janvier 2008)	
N°50	La gestion des déchets ménagers et assimilés à la Guyane (août 2008)	
N°51	Le financement bancaire des entreprises à la Guyane (août 2008)	
N°52	La gestion des déchets à Mayotte (novembre 2008)	
N°53	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Mayotte (avril 2009)	
N°54	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Réunion (avril 2009)	
N°55	Synthèse de la conjoncture en 2008 en Guyane (avril 2009)	
N°56	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Guadeloupe (avril 2009)	
N°57	Synthèse de la conjoncture en 2008 à Saint-Pierre-et-Miquelon (avril 2009)	
N°59	Synthèse de la conjoncture en 2008 à la Martinique (avril 2009)	
N°60	Les crédits à l'économie guadeloupéenne: caractéristiques, évolution et gestion du risque (avril 2009)	
N°61	Réduction de la commande publique à la Réunion en 2009 (juin 2009)	
N°62	L'habitat à Saint-Pierre-et-Miquelon (novembre 2009)	

Publications disponibles en ligne sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

## Notes en partenariat Iedom, Insee, AFD

- Guadeloupe : une économie en déficit... d'image (mars 2004)	
- Réunion : Une double transition presque réussie (octobre 2004)	
- L'économie martiniquaise au passage de 2000 : une trajectoire vertueuse ? (juin 2005)	
- Emergence de nouveaux moteurs de croissance – le rattrapage économique réunionnais expliqué 1993-2002 (novembre 2005)	Gratuit sur internet
- Les entreprises de Martinique (septembre 2007)	
- Cycle de vie du tourisme en Guadeloupe (octobre 2007)	
- Guyane : un développement sous contraintes (juin 2008)	
- Guyane-Suriname, une meilleure connaissance mutuelle pour une coopération renforcée (décembre 2008)	

## Profils d'entreprises dans les DOM

Etudes comparatives (principaux ratios financiers des DOM et de l'hexagone à partir de la centrale des bilans) :	
- Situation des entreprises des sous-secteurs de l'industrie (agroalimentaire, biens de consommation courante, biens d'équipement et biens intermédiaires).	8 euros TTC
- Situation des entreprises des sous-secteurs du bâtiment et des travaux publics et du commerce (automobile, de gros et de détail).	
Études disponibles pour les années 1993 à 2004.	

**Pour tout renseignement complémentaire, s'adresser au service des Etudes de l'Iedom au 05 96 59 44 12**

1, bd du Général de Gaulle – BP 512 – 97206 Fort-de-France Cedex  
[etudes@iedom-martinique.fr](mailto:etudes@iedom-martinique.fr)

## L'Institut d'émission des départements d'Outre-Mer assure :

- ☞ des missions de banque centrale conformément à l'ordonnance n°2000-347 du 19 avril 2000, modifiant l'ordonnance n°59-74 du 7 janvier 1959. En agissant « au nom, pour le compte et sous l'autorité de la Banque de France » en Guadeloupe, Guyane, Martinique, Réunion, ainsi qu'à Mayotte et Saint Pierre et Miquelon, l'Iedom met en œuvre les missions du Système européen de banques centrales dans sa zone d'intervention :
  - mise en circulation et gestion des billets de banque,
  - relais des autorités bancaires européennes et nationales,
  - tenues des comptes des établissements de crédit et de La Poste,
  - mobilisation des créances privées non négociables,
  - information sur les entreprises.
  
- ☞ des missions d'intérêt général directement confiées par l'Etat :
  - mise en circulation pour le compte du Trésor public des pièces métalliques,
  - gestion des comptes du Trésor public,
  - surendettement et information du public
  - un rôle d'observatoire économique
  
- ☞ des services rendus à la communauté bancaire ou pour le compte de tiers :
  - gestion d'informations sur les entreprises et cotation de celles-ci,
  - centralisation et restitution des créances douteuses, des arriérés de cotisation de Sécurité Sociale, des parts de marché et des résultats de l'enquête semestrielle sur le coût du crédit aux entreprises,
  - gestion des systèmes d'échange de moyens de paiement.

Par sa connaissance de la situation économique et financière des DOM, l'Iedom joue un rôle d'observatoire économique permanent en réalisant des enquêtes et études périodiques sur les grands secteurs d'activité et en publiant une lettre mensuelle, un bulletin trimestriel de conjoncture ainsi que des notes expressives. L'Iedom réalise également tous les ans un rapport annuel dressant le bilan économique et financier de chaque département. Le site Internet de l'Iedom restitue une partie de ces informations ([www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)).

L'Institut d'émission apporte dans les DOM ses services à la communauté bancaire, aux pouvoirs publics, aux entreprises et aux particuliers : cotation des entreprises, centrale des bilans, gestion des systèmes d'échanges interbancaires, recensement des risques, droit d'accès aux fichiers des impayés, mise à disposition des textes réglementaires de la Banque Centrale Européenne et de la Banque de France. Il assure également dans ce cadre l'exécution des transferts de fonds publics et privés entre sa zone d'intervention et la France hexagonale.

## INSTITUT D'EMISSION DES DEPARTEMENTS D'OUTRE-MER

Etablissement public - Dotation 33 540 000 euros - site : [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)

Direction en Martinique : 1, boulevard du général de Gaulle ☒ BP n° 512 - 97206 FORT-DE-FRANCE Cedex

Mél : [agence@iedom-martinique.fr](mailto:agence@iedom-martinique.fr) ☎ (0596) 59.44.00 **Fax** : (0596) 59.44.04

Directeur de la publication : Y. BARROUX  
Responsable de la rédaction : P. LA COGNATA

Editeur : Iedom

Imprimeur : Iedom

Achévé d'imprimer le 4 décembre 2009

Dépôt légal : décembre 2009

N° ISSN 0296 – 3116